

RAPPORT GÉNÉRAL
DU
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET
Président du Bureau de Reconstruction Economique
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 31 MARS
1941



Imprimé par Ordre de la Législature

QUÉBEC

IMPRIMÉ PAR RÉDEMPTE PARADIS
Imprimeur du Roi

1941

RAPPORT GÉNÉRAL
DU
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET
Président du Bureau de Reconstruction Economique
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 31 MARS
1941



Imprimé par Ordre de la Législature

QUÉBEC

IMPRIMÉ PAR RÉDEMPTE PARADIS
Imprimeur du Roi

1941

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Province de Québec

Sir Eugène Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O.,

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Monsieur le lieutenant-gouverneur,

Conformément aux Statuts refondus de Québec et leurs amendements, j'ai l'honneur de vous soumettre un rapport général sur le fonctionnement du ministère des travaux publics pendant l'année financière 1940-41.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le lieutenant-gouverneur,

Votre très humble serviteur,

Le ministre des travaux publics,

T. D. BOUCHARD

Québec, le 25 novembre 1941.

**ABREGE HISTORIQUE
DU
MINISTERE**

1867-1888, Agriculture et Travaux publics.

1888-1901, Travaux publics.

1901-1905, Colonisation et Travaux publics.

1905-1931, Travaux publics et Travail.

1931-1934, Travaux publics.

**1936 Travaux publics (contrôle service des mines
confié au ministre).**

1934-1936, Travaux publics, Chasse et Pêcheries.

1936 à date, Travaux publics.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Lettre du ministre des Travaux publics à Son Honneur le lieutenant-gouverneur	5
Abrégé historique du Ministère	6

Première Partie — TRAVAUX PUBLICS

Liste es divers services et des principaux officiers	11
Chap. I.—Construction, amélioration, réparation et en- tretien des Ponts-Routes. — Rapport de l'in- génieur-en-chef	13
II.—Construction et entretien des édifices parle- mentaires et autres, y compris les palais de justice et prisons. — Rapport du Service des architectes	21
III.—Prévention des incendies. — Rapport du com- missaire	35
Bureau de Poste. — Rapport du Maître de poste	39
Chemins de fer. — Rapport du directeur des chemins de fer	43
Tableau F. — Chemins de fer de la province de Québec	45
Ponts à péage. — Rapport du directeur des ponts à péage	61
Revenus et dépenses. — Rapport du comptable	69

Deuxième Partie — RECONSTRUCTION ECONOMIQUE

	Pages
Lettre du directeur-général au président du Bureau de Re- construction Economique	75
Rapports annuels des années fiscales 1931 à 1941 inclusive- ment	76
Rapport du Service de l'Assistance aux chômeurs	92
Mémoire d'une convention conclue le 18 août 1939	106
Loi de 1939 d'aide aux chômeurs et à l'agriculture	115
ILLUSTRATIONS: Hors-texte, entre les pages 16 et 17	

TRAVAUX PUBLICS

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Honorable T. D. BOUCHARD, ministre.

Ivan E. VALLEE, b. sc. a., sous-ministre.

LISTE DES DIVERS SERVICES ET DES PRINCIPAUX OFFICIERS

A.—*Construction et entretien des ponts-routes*

Olivier Desjardins, b. sc. a. *Ingénieur en chef et sous-
directeur des chemins de fer.*
J. G. O'Donnell, b. sc. *ingénieur de l'entretien*
F. B. Painchaud, b. sc. a. *ingénieur en construction
métallique.*
Camille Milot, b. sc. a. *assistant de l'ingénieur en chef.*
J. C. L. Trempe, b. sc. a. *assistant de l'ingénieur de
l'entretien.*

B.—*Construction et entretien des édifices parlementaires et autres, y compris les palais de justice et prisons*

Sylva Frappier *architecte et directeur des
travaux publics.*
Léopold Fontaine, b. a. *assistant architecte et directeur
des travaux publics.*
A. H. Tremblay *architecte.*

C.—*Prévention des incendies*

Ernest Lavigne, b. sc. a. *commissaire*
F. X. Ahern *assistant-commissaire.*

D.—*Contentieux*

Maxime Morin, c. r. *conseiller juridique.*

E.—*Comptabilité*

J. A. Taillon *comptable en chef*
Léonidas Blais *assistant-comptable*

F.—*Secrétariat*

J. Alphonse Drolet *secrétaire du département.*
René Dupuis *assistant-secrétaire*
Gustave Morin *secrétaire particulier*

G.—*Registraire*

J. G. Duchesneau *assistant-registrare*

H.—*Service des achats*

Adélar d Côté *surintendant général*
Léo Lahaise *surintendant à Montréal.*

I.—*Bureau de poste*

Aimé Dechêne *Maître de poste*

J.—Chemins de fer

K.—*Ponts et chemins à péage*

(Ces deux services sont sous la direction du sous-ministre)

L.—*Embellissement et décorations florales*

Honoré Auger *jardinier en charge.*

M.—*Service des ateliers*

Georges Lavoie	<i>surintendant des ateliers et surveillant général</i>
Edouard Blouin	<i>contremaître des menuisiers.</i>
Herménégilde Vézina	<i>contremaître des menuisiers.</i>
Alphonse Proulx	<i>contremaître des plombiers</i>
Ferdinand Bertrand	<i>contremaître des électriciens.</i>
Hermile Lemay	<i>contremaître des peintres.</i>
Pierre M. Bédard	<i>contremaître des journaliers.</i>
Jos. Paré	<i>chef du système de chauffage.</i>

N.—*Entretien des édifices parlementaires (nettoyage)*

Théodore Bernard *surintendant.*

CHAPITRE I

CONSTRUCTION, AMELIORATION, REPARATION ET
ENTRETIEN DES PONTS-ROUTES

Rapport de l'Ingénieur en Chef

Québec, le 31 mars 1941.

A l'honorable M. T.-D. BOUCHARD,

Ministre des travaux publics,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport pour l'exercice financier 1940-41, relativement à la construction, l'amélioration, la réparation et l'entretien des ponts sous la direction de votre ministère, c'est-à-dire les ponts ayant un débouché d'au-delà de 30 pieds pour le passage des eaux.

Le gouvernement ayant décrété qu'à l'avenir l'année fiscale débutera le 1er avril, au lieu du 1er juillet, le présent rapport couvre une période de neuf mois, soit du 1er juillet 1940 au 31 mars 1941.

CONSTRUCTION

Plusieurs corporations municipales se sont adressées à votre ministère, cette année encore, pour lui faire part de l'état dangereux de certains de leurs ponts et pour obtenir le concours du gouvernement en vue de les remplacer par des constructions de nature plus permanente.

Par suite d'un budget forcément restreint, nous avons dû nous limiter aux demandes les plus urgentes.

Le ministère continue, cependant, à se charger de l'entretien des ponts situés dans les municipalités rurales qui ont été construits suivant les plans et devis du ministère et dont le coût a été défrayé en tout ou en partie par ce dernier.

Aux corporations municipales désireuses d'effectuer à leurs propres frais des travaux de reconstruction ou de mise en bon état de leurs ponts défectueux, le ministère met à leur disposition les services techniques requis pour la préparation des plans et devis en vue de la mise en oeuvre des travaux projetés.

En vertu des dispositions de la loi du drainage, 5 Geo. VI, ch. 30, sanctionnée le 13 mars 1941, tout projet faisant l'objet d'une étude doit être référé à l'Office du drainage, au cas où celui-ci aurait sous considération un projet de drainage à l'endroit désigné qui pourrait affecter le projet de pont, après quoi des modifications peuvent être apportées s'il y a lieu. En effet, l'article 54 de cette loi stipule :

“54. Aucun chemin, aucun pont ne doit être construit par le gouvernement de cette province ou par une municipalité sans que les plans et devis aient été soumis à l'office pour tout ce qui concerne le drainage”.

Vingt-trois ponts ont été érigés durant la période que nous passons en revue. La plupart d'entre eux ont été construits d'une manière permanente, c'est-à-dire en béton ou en acier, et sont situés sur les principales artères de communication. Ce nombre est sensiblement inférieur à celui de l'an dernier, et les ponts en construction à la fin de mars 1941 sont aussi moins nombreux.

Chaque fois qu'il fut décidé d'entreprendre la construction d'un pont, nos ingénieurs se sont rendus sur les lieux afin d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'étude d'un nouveau projet destiné à remplacer la construction existante, et lorsque la situation l'exigeait, nous avons collaboré étroitement avec les officiers du ministère de la voirie en vue de choisir le site le plus avantageux pour la nouvelle construction.

Nous nous sommes également efforcés, dans l'étude approfondie de chaque projet, d'adopter le genre de pont le plus économique en regard aux conditions physiques de l'endroit tout en

satisfaisant les exigences de la circulation. Une fois les divers problèmes inhérents à chaque projet résolus, les plans et devis requis pour la réalisation de chacun d'eux ont été préparés.

Vu l'importance d'exercer une étroite surveillance des travaux de construction, des ingénieurs ou inspecteurs du ministère ont été maintenus sur les lieux, chaque fois que la chose était possible, afin d'assurer la bonne exécution des ouvrages conformément aux plans et devis; à cette fin, nous sommes bien secondés par le personnel du laboratoire dont les services nous permettent de nous rendre compte de la qualité des matériaux employés et du béton mis en oeuvre.

Comme par le passé, l'utilisation de matériaux canadiens et, de préférence, de la province de Québec, ainsi que l'emploi de la main d'oeuvre locale dans l'exécution des projets ont été encouragés autant que possible.

Parmi les ponts construits durant l'année financière expirée le 31 mars 1941, citons les suivants :

- Pont sur la rivière Blanche, à St-Vallier,
comté Bellechasse,
- Pont sur le ruisseau Pelletier, à Berthier,
comté Montmagny,
- Pont sur la rivière Calway, à St-Joseph,
comté Beauce,
- Pont "Jouette", sur la rivière Bayonne, à
Ste-Geneviève, comté Berthier,
- Pont sur la rivière Hinchinbrook, au village
d'Athelstan, municipalité de Hinchinbrook,
comté Huntingdon,
- Pont sur la rivière des Hurons, à Ste-Marie-Madeleine,
comté St-Hyacinthe,
- Pont sur la rivière Ouatchouan, à Val Jalbert,
comté Roberval,
- Pont sur le ruisseau Chamberry, entre Vaudreuil
et Pointe des Cascades, comté Vaudreuil.

Les ponts en voie de construction au 31 mars 1941 sont les suivants :

- Pont sur la rivière Richelieu, entre Beloeil, comté
Verchères, et St-Hilaire, comté Rouville,
- Pont sur la rivière Rouge, entre Grenville et Augmentation,
comté Argenteuil,

Pont "de la Société", sur la rivière Yamaska, entre
la cité de St-Hyacinthe et le village St-Joseph,
comté St-Hyacinthe,
Pont sur la rivière Cap Chat, entre Cap Chat et
St-Norbert du Cap Chat, comté Gaspé-Nord.

Ajoutons que le ministère a fait procéder à l'installation d'un nouveau système d'éclairage sur le pont "Yule" qui traverse la rivière Richelieu, entre village Richelieu et canton Chambly, sur la route Montréal-Sherbrooke.

Nous joignons à ce rapport quelques photographies de ponts construits ou en voie d'exécution.

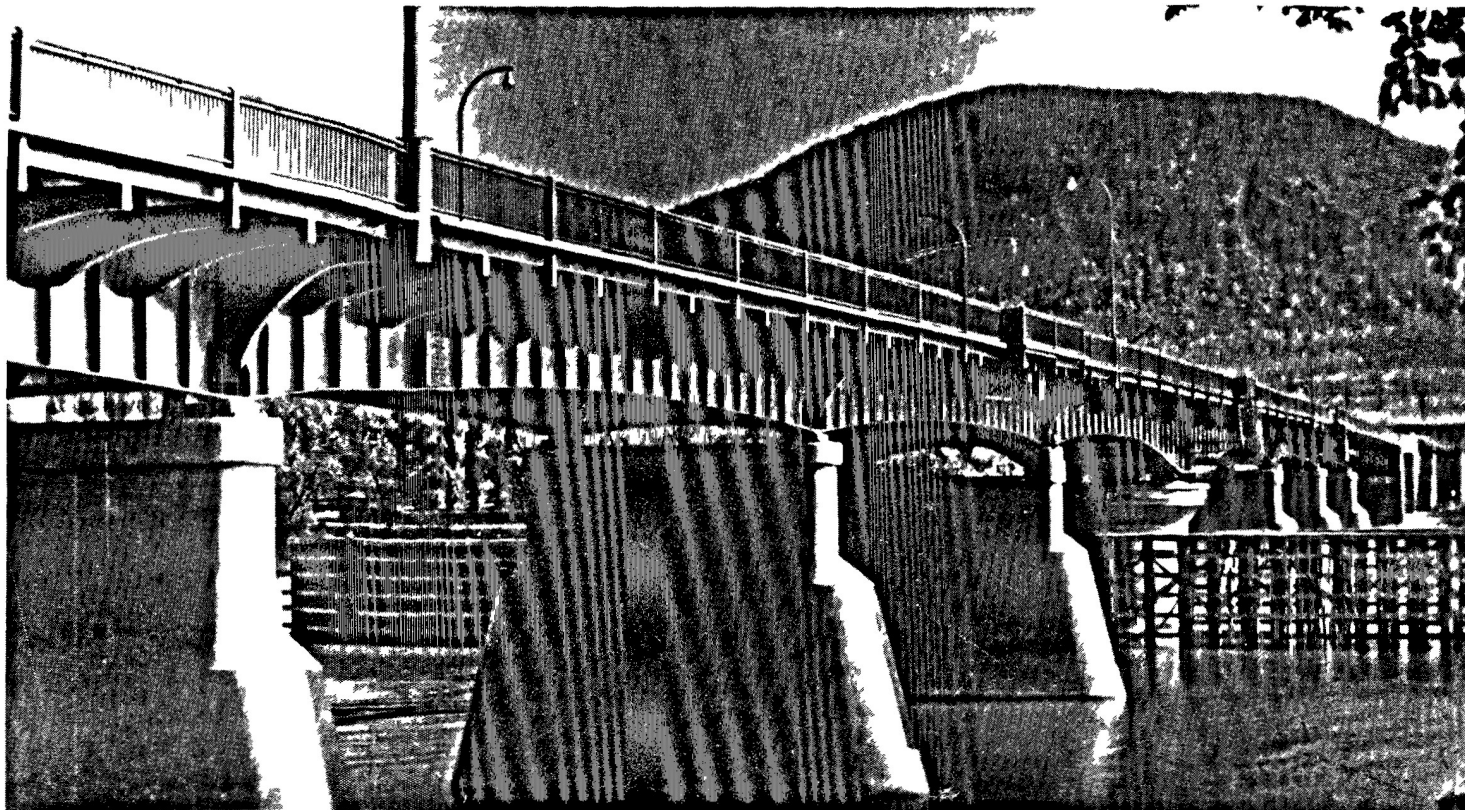
L'état ci-après fait voir, en résumé, le travail accompli par le service des ponts depuis 1908 :

Nombre de ponts construits depuis le 1er juillet 1908 jusqu'au 31 mars 1941	1566
Longueur totale de superstructure des ponts construits	164,735 pds
Nombre de ponts construits depuis le 1er juillet 1940 jusqu'au 31 mars 1941	23
Nombre de ponts en construction au 31 mars 1941	4
Longueur totale des ponts en construction	2,439' 9"
Coût des ponts construits	\$26,067,664.91
Subvention du Gouvernement pour les ponts construits:	\$19,935,537.22

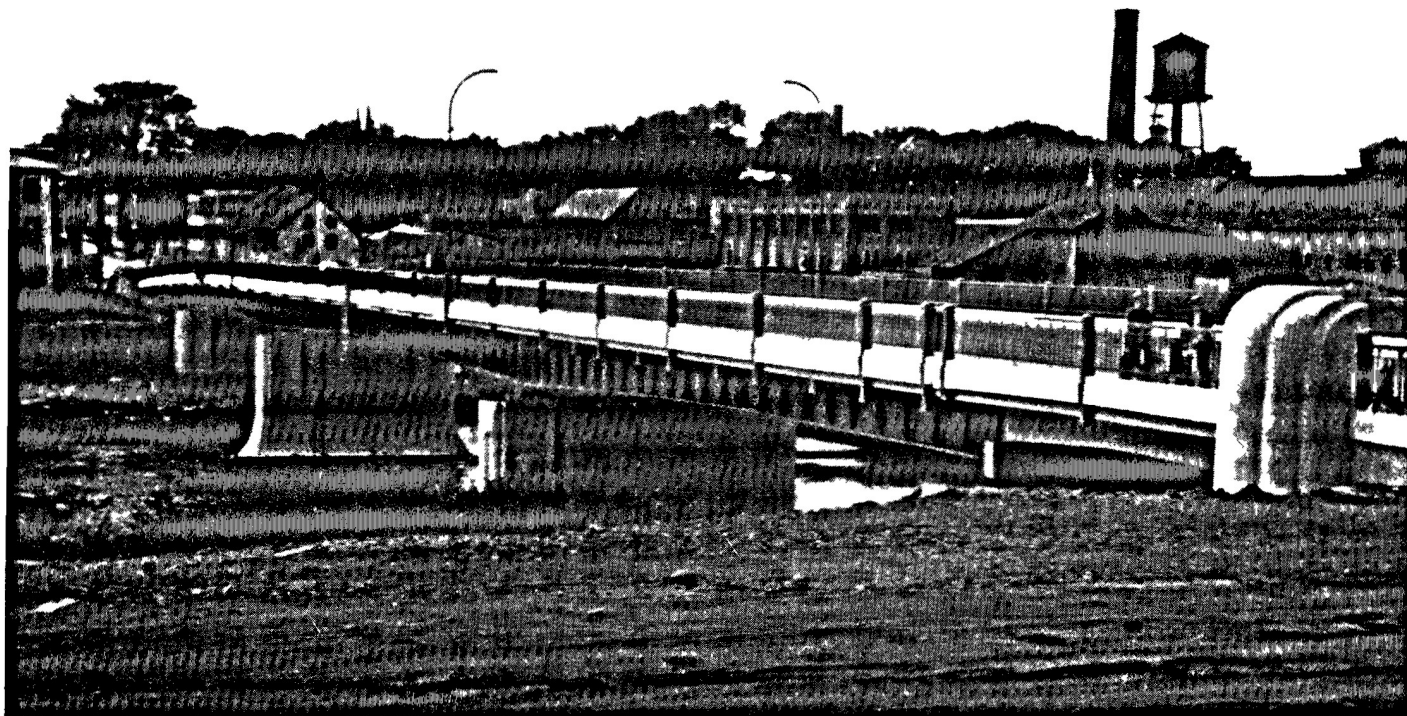
*Détail additionnels concernant certains ponts construits durant
l'exercice financier écoulé ou actuellement
en voie de construction.*

Pont sur la rivière Richelieu, entre Beloeil et St-Hilaire

Les travaux du pont qui reliera Beloeil à St-Hilaire, en traversant la rivière Richelieu, se poursuivent avec toute la célérité possible. Toutes les unités de la substructure, y compris le pilier central de la travée tournante et les approches, sont actuellement achevées. On a aussi commencé le montage de l'acier des travées fixes. Une partie de la superstructure métallique, ainsi que la machinerie de la travée tournante sont en voie de fabrication à l'usine et leur mise en place se fera aussitôt que le matériel sera livré sur les lieux. Ce travail sera suivi de la confection du



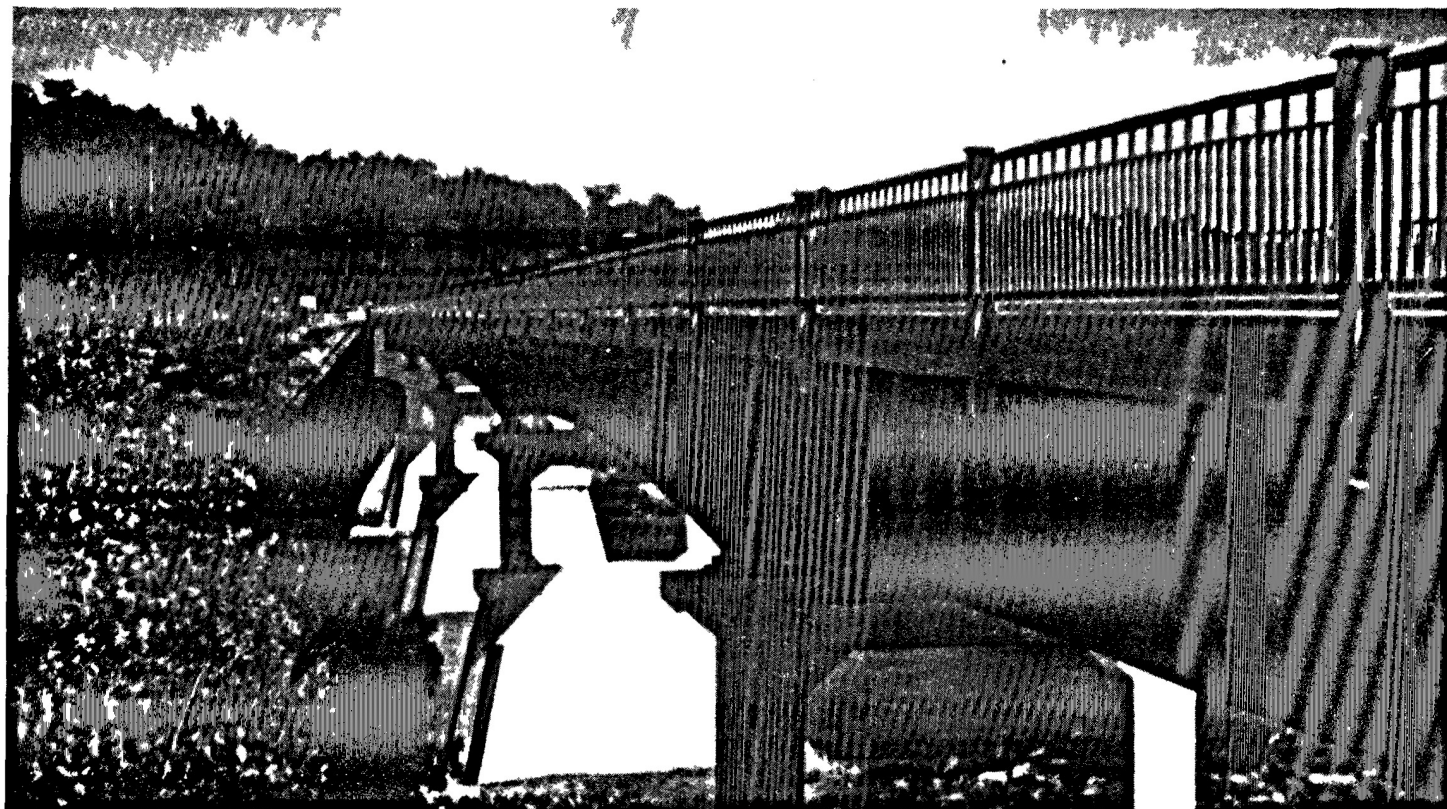
1. Pont sur la rivière Richelieu entre Beloeil et St-Hilaire. — Une travée mobile de 258'-0" tournant horizontalement sur pivot central, flanquée de chaque côté de trois travées métalliques continues dont deux de 103'-6" et une de 102'-0" et d'une travée approche en béton armé de 66'-0", formant une longueur totale de 1008'-0". La substruction comprend 9 piliers et 2 culées en béton armé avec un pilier protecteur (défense) pour la travée mobile. Largeur de voie charretière 33 pieds. Deux trottoirs de 5'-0". En voie de parachèvement.



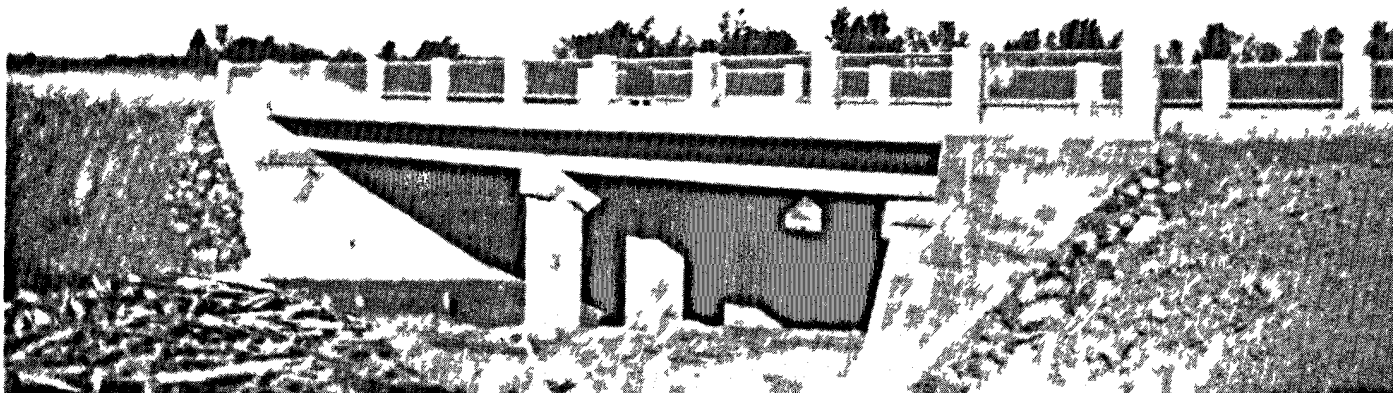
2. Pont de la Société sur la Riv. Yamaska à St-Hyacinthe, Côté St-Hyacinthe. Site rue Cascades. — Trois travées métalliques à poutres continues dont une de 152'-0" et deux de 115'-6" et deux travées approches en béton armé de 30'-0" chacune, formant une longueur totale de 443'-0". Substruction en béton. Voie charretière de 30'-0" de largeur. Deux trottoirs de 5'-0".
En voie de parachèvement.



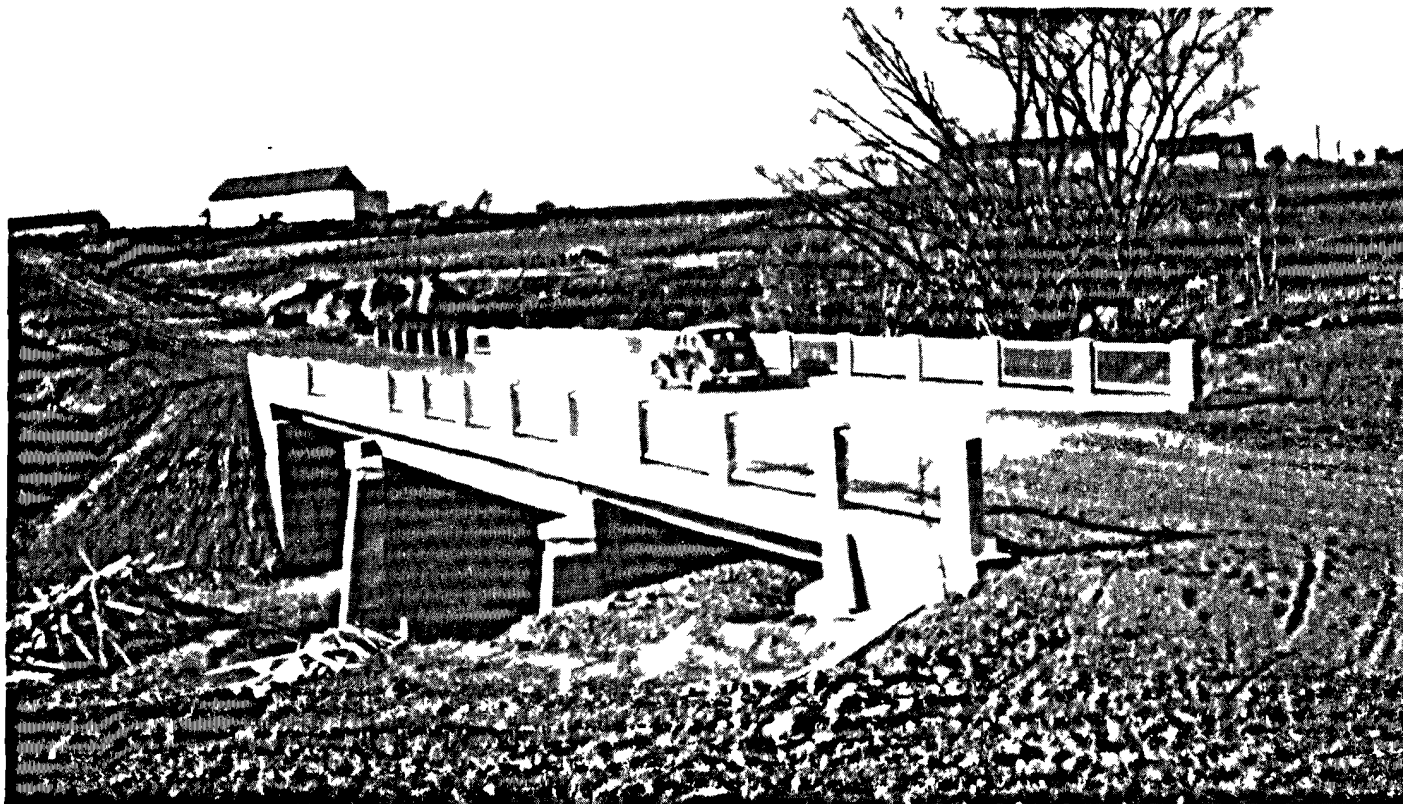
3. Pont au village d'Athelstan sur la riv. Hinchinbrook, Cté Huntingdon. — Pont en béton armé à cadre rigide, comprenant une travée de 70'-0". Dalle en béton armé sur culées en béton. Largeur de voie charretière 22'-0". Un trottoir de 4'-0". Construit en 1940.



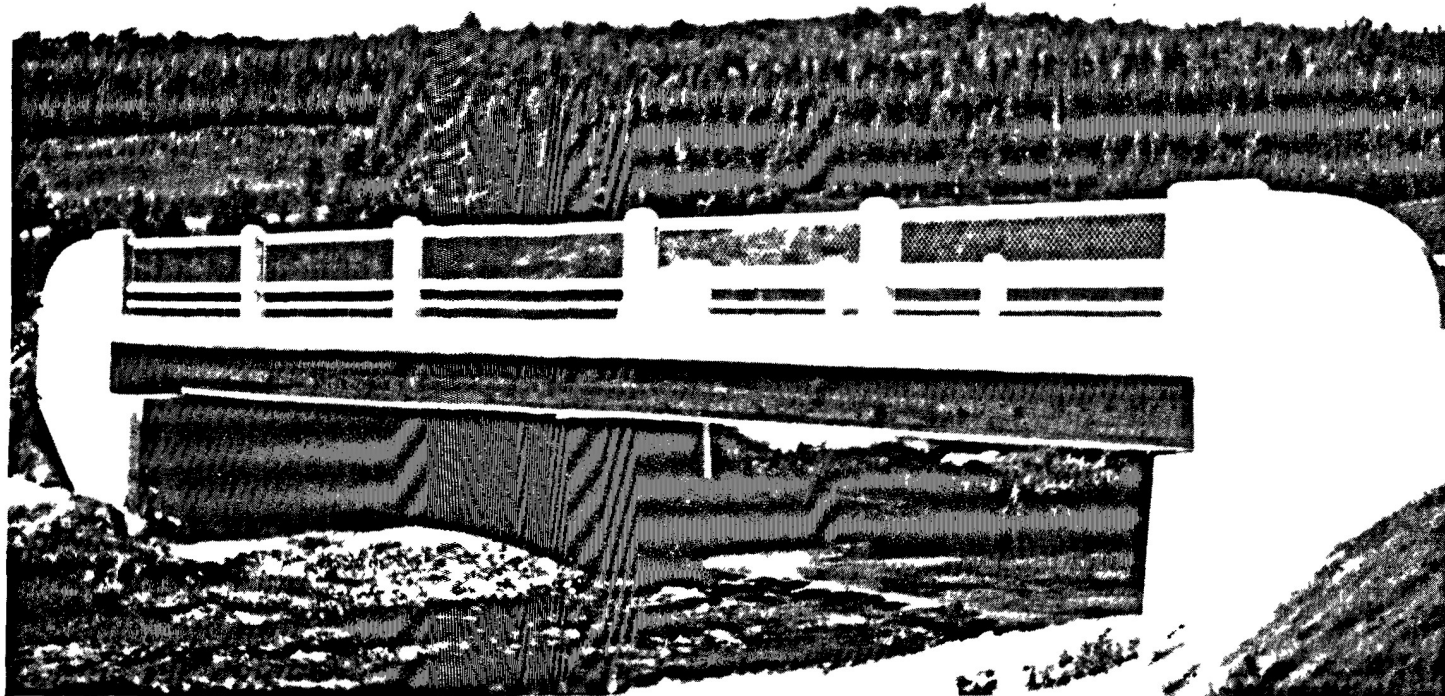
4. Pont sur la riv. Rouge entre Grenville et Augmentation, Comté d'Argenteuil. — Ce pont a une longueur de 702'-5", formé de 5 travées métalliques à poutres continues, dont trois de 138'-4" et deux de 112'-10", ainsi que deux travées approches en béton armé, dont une de 31'-0" et l'autre de 30'-9". La substruction consiste de six piliers et deux culées. Largeur de la voie charretière 30 pieds. Deux trottoirs de 2'-6". En voie de parachèvement.



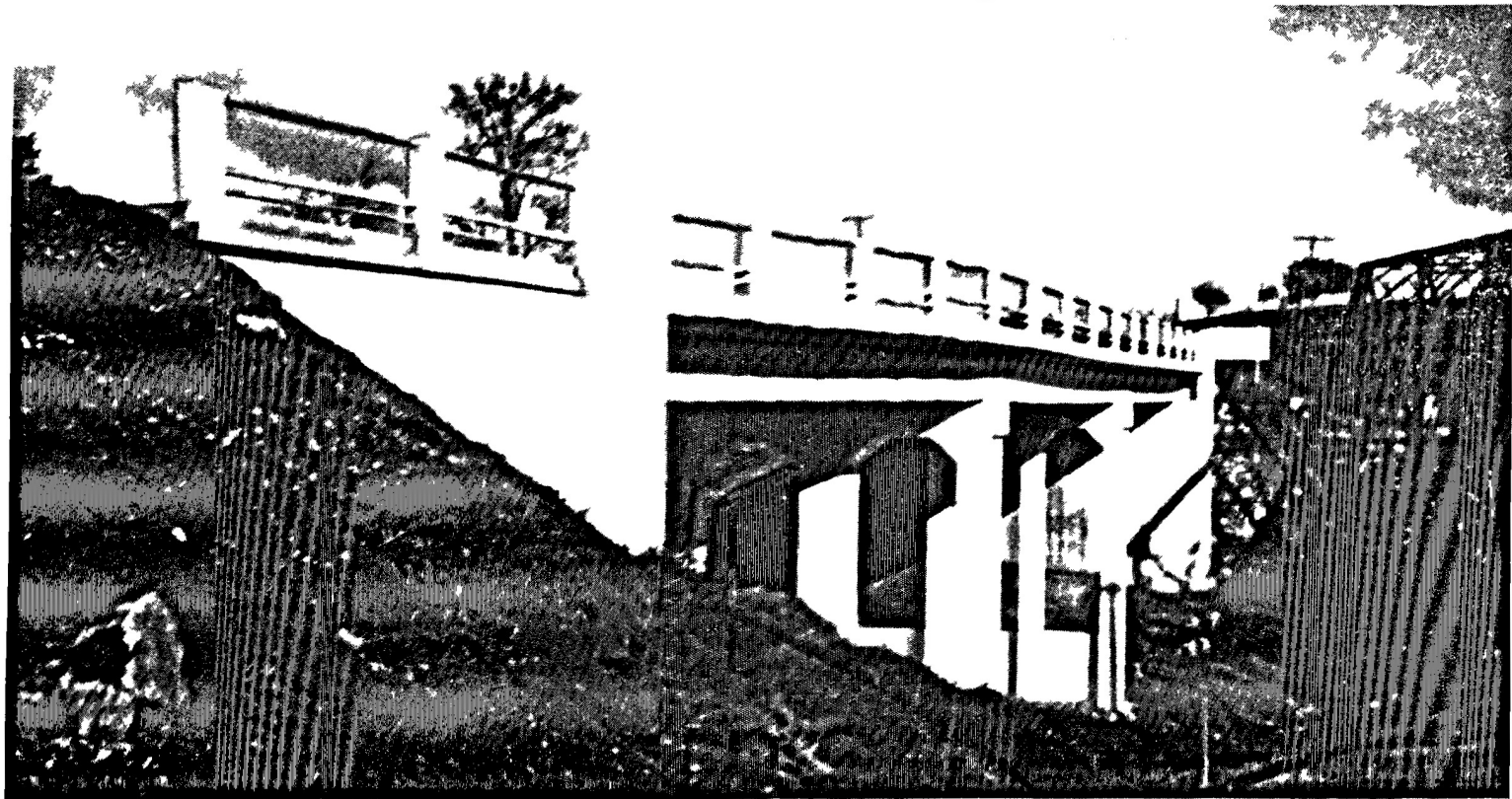
5. Pont sur le ruis. Adélarde Pelletier à Berthier, Cté Montmagny. Route: No. 2 Lévis-Rimouski. — Longueur totale 90'-0".
Composé de deux travées de 45 pieds. Poutres et dalle en béton armé reposant sur deux culées et un chevalet en béton armé. Largeur de voie charretière 30'-0". Deux trottoirs de 2'-6". Construit en 1940.



6. Pont sur la riv. Blanche à St-Vallier, Cté Bellechasse. Route No. 2, Lévis-Rimouski. — Longueur totale 140 pieds. Composé de trois travées, dont une de 60 pieds et deux de 40 pieds. Poutres et dalle en béton armé reposant sur deux culées et deux piliers en béton. Largeur de voie charretière 30 pieds. Deux trottoirs de 2'-6". Construit en 1940.



7. Pont sur la riv. Jaune à Notre-Dame des Laurentides, Côté Québec. Route 54. Ce pont est formé d'une seule travée de 56'-6". Poutres et dalle en béton armé reposant sur culées en béton. Largeur de voie charretière 30'-0". Deux trottoirs de 3'-0". Construit en 1940.



8. Pont sur le ruisseau Chamberry, dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil. Entre Vaudreuil et la Pointe des Cascades. Route No. 2, Montréal-Toronto. — Trois travées de 65'-0" formées de poutres et dalle en béton armé reposant sur deux piliers et deux culées également en béton armé. Le tablier en béton se prolonge sur une distance de 31'-0" entre les murs en ailes à chaque extrémité du pont, portant la longueur totale à 257'-0". La voie charretière est de 30'-0" avec deux trottoirs de 2'-0". Construit en 1941.

plancher en béton armé sur les travées fixes, la pose du plancher en bois créosoté sur la travée tournante, l'installation des conduites d'électricité pour l'éclairage du pont et pour la manoeuvre de la travée et, finalement, le peinturage de la superstructure métallique.

Des soumissions doivent également être demandées au cours de l'été pour la construction d'une maison près du pont pour l'usage des pagers. Nous sommes portés à croire que les travaux seront terminés cet automne, l'ouverture du pont aura tout probablement lieu en septembre. Ce pont étant situé sur la route Québec-Montréal-New-York via Saint-Hyacinthe, le public voyageur ne sera donc plus forcé de se servir de la traverse (bac) entre Beloeil et Saint-Hilaire, ce qui améliorera considérablement la circulation sur cette nouvelle route importante de la province.

Pont "de la Société", sur rivière Yamaska, entre la Cité de Saint-Hyacinthe et le village de Saint-Joseph

Ce pont aura une longueur de 443'0" comprenant trois travées métalliques à poutres continues dont une de 152' et deux de 115'6", ainsi que deux travées-approches en béton armé de 30' chacune. La substruction se composera de quatre piliers et deux culées en béton armé. Le plancher sera également en béton armé, avec voie charretière de 33 pieds de largeur et deux trottoirs de 5 pieds. Les travaux ont été commencés au mois de mai 1940. La substruction de ce pont est presque entièrement achevée et on espère pouvoir effectuer le montage de la superstructure métallique sous peu, après quoi on verra à parachever la chaussée et les deux trottoirs, ainsi que le peinturage de la structure d'acier. Ce pont sera pourvu d'un système d'éclairage moderne; un contrat à cette fin a été accordé, et cet ouvrage sera exécuté au cours de l'été. Tous les travaux devraient être complétés pour le mois d'août, alors que le pont pourra être ouvert au public voyageur. Ce pont est également situé sur la route Québec-Montréal-New-York via Saint-Hyacinthe.

Pont sur la rivière Cap Chat, entre Cap Chat et St-Norbert du Cap Chat, comté Gaspé-Nord

Ce pont a une longueur totale de 286'4" et comprend une travée principale de 95'0" et deux travées de chaque côté dont

l'une de 76'0" et l'autre de 19'8", reposant sur deux culées en maçonnerie et quatre piliers en béton armé. Le tablier est en béton armé, avec voie charretière de 20'0" de largeur et un trottoir de 3'9" en aval. Commencés au mois d'août 1940, les travaux sont presque entièrement terminés. Il reste à faire le trottoir, les garde-corps et quelques autres travaux d'ordre secondaire. Ce pont, qui est situé sur la route de ceinture de la Gaspésie, pourra être livré à la circulation au cours du mois d'avril 1941.

B

ENTRETIEN

M. J. G. O'Donnell,

Ingénieur de l'entretien

Depuis sa date de fondation en 1922, le service d'entretien s'occupe du maintien en bon état des ponts permanents construits ou subventionnés par le ministère des travaux publics. Jusqu'en 1930 le service coopérait avec les corporations municipales au moyen de visites, inspections, estimations, rapports, devis, et fournissait toutes les informations techniques permettant aux intéressés de réparer leurs ponts.

Les ouvrages étaient exécutés et payés par les municipalités, mais contrôlés par le service, pour l'entretien ordinaire; dans les cas de travaux plus considérables, certains octrois étaient accordés de même que dans les cas de travaux dits d'amélioration, le tout à la discrétion du ministre des travaux publics.

En 1930, par suite d'une décision du gouvernement d'aider plus efficacement encore les corporations municipales, tout en leur laissant la propriété de leurs ponts, avec les responsabilités qui en découlent, il fut décidé de payer en entier le coût des travaux ordinaires d'entretien des ponts de la catégorie stipulée.

Dans la majorité des cas, les ouvrages sont effectués en régie, par des contremaîtres généraux ou locaux, sous la surveillance des ingénieurs du service. La main-d'oeuvre locale est utilisée et payée, chacun individuellement, par chèque semi-mensuel et d'après les taux des échelles de salaire émises, chaque an-

née, par le ministère du travail. Autant que possible les matériaux sont achetés dans les localités où sont situés les ponts, et la préférence est accordée aux produits du Québec.

Les corporations municipales semblent satisfaites de ce mode de procéder qui, tout en assurant un certain gagne-pain à des contribuables souvent nécessiteux, maintient leurs ponts en bon état sans obérer le budget municipal.

Comme nous le signalions dans les rapports antérieurs, le développement considérable des voies de communication, l'amélioration, l'élargissement des grandes artères de circulation provinciales devant les exigences sans cesse croissantes du transport sur les routes, ramènent un constant problème dans l'entretien des ponts dont un bon nombre datent de 25, 30 et 40 ans ou plus et suffisants alors, deviennent aujourd'hui incapables de supporter le lourd camionnage des routes et exigent des travaux d'amélioration, consolidation, élargissement ou modification de type de structure pour convenir aux besoins actuels.

Au cours de cette année financière qui ne comprend que neuf mois, des travaux ont été exécutés sur 147 ponts municipaux, sans compter les ponts à péage. Voici les principaux chantiers, par ordre alphabétique des comtés, où des ouvrages dépassant \$1,000. ont été effectués:

<i>Comté</i>	<i>Municipalité</i>	<i>Rivière et nom du pont</i>
Arthabaska	St-Paul de Chester	Nicolet
Arthabaska	Warwick	Pont du village
Beauce	St-François	Pont du Bras
Chambly	Chambly et Richelieu	Pont Yule
	(passerelle pour les piétons construite)	
Charlevoix	La Malbaie	Pont Mercier
Chicoutimi	Rivière du Moulin	Pont du Village
Compton	East-Angus	Pont Nicol
Huntingdon	Huntingdon	Pont Lower
Montcalm	St-Liguori	Pont Dupuis-Jeffries
Montmagny	St-François	Pont Choquette
Montmagny	St-François	" route de l'Eglise
Papineau	St-André-Ste-Angélique	Pont du Portage
Pontiac	Fort Coulonge	Pont Marchand
	(en régie à base d'octroi, réfection de substruction)	

<i>Comté</i>	<i>Municipalité</i>	<i>Rivière et nom du pont</i>
Rivière du Loup	L'Ile Verte	Pont du village
Shefford	St-Valérien	Pont Paré
Wolfe	Canton Weedon	Pont Victoria
Yamaska	La Visitation	Yamaska
Yamaska	N.-D. de Pierreville	Pont Chenal Tardif

et nombre d'autres où des réparations moindres ont été effectuées.

De plus, le service d'entretien a exécuté des travaux de réparation sur les divers ponts à péage de la province et construit les maisons et les guérites des péagers aux ponts de Ste-Anne de la Pérade, comté Champlain, et David, entre Ste-Rose de Laval et St-Louis de Terrebonne. La maison des percepteurs et les guérites de péage au pont du Bout de l'Ile de Montréal ont été commencées. Au cours de la prochaine saison, le poste de péage du pont Plessis-Bélair, à Ste-Rose, sera amélioré et reconstruit, et des réparations seront effectuées à celui du pont de Bellefeuille, à St-Eustache.

Le pont Honoré Mercier, entre Caughnawaga et Ville La Salle, a été repeinturé en entier et des réparations ont été faites à la substructure et aux joints de dilatation, de même qu'un nouveau poste de perception a été aménagé.

Plusieurs ponts en bois ont été réparés par le service, ou par les corporations municipales sous son contrôle, et les ouvrages défrayés en partie sur base d'octroi accordé à la discrétion du ministre des travaux publics.

Nous nous plaçons à signaler l'excellente coopération que nous avons reçue de tout le personnel du service dans la bonne administration des affaires.

Humblement soumis,

L'Ingénieur en chef,

O. DESJARDINS.

CHAPITRE II

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES EDIFICES PARLEMENTAIRES ET AUTRES, Y COMPRIS LES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS

Rapport du Service des Architectes

Québec, le 31 mars 1941.

Honorable T. D. Bouchard,

*Ministre des Travaux Publics,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.*

Monsieur le ministre,

L'année budgétaire qui vient de prendre fin à la date du 31 mars, 1941, fut une période de neuf mois, soit du premier juillet 1940 à la fin de mars, 1941, au cours de laquelle les activités du Service des Architectes sont celles qui sont succinctement détaillées plus bas.

Nous suivons, comme par le passé, dans l'énumération de ces ouvrages, les catégories de bâtisses dont l'entretien relève du ministère et qui sont :

- A.—*Palais de justice et prisons.*
- B.—*Edifices parlementaires et publics.*
- C.—*Ecoles normales et spéciales.*
- D.—*Constructions diverses: maisons de péage, bureaux d'enregistrement; morgues, etc.*

— A —

AMOS (Abitibi)

Travaux de terrassement en face de l'entrée principale de la prison; confection d'armoires, de tables et de bancs pour les salles communes de la prison; réparations sur systèmes de chauffage et de plomberie dans le palais de justice.

ARTHABASKA (Arthabaska)

Pose d'un ameublement métallique dans la voûte du protonotaire; améliorations du luminaire dans la voûte du protonotaire. Confection d'un vestibule à l'intérieur de l'entrée principale du palais de justice; remplacement du réservoir sur système d'eau chaude domestique.

CAMPBELL'S BAY (Pontiac)

Réfection d'enduits; peinturage dans la prison; calfeutrage de châssis et portes; réparations au frigidaire; réparations aux accessoires de plomberie; réparations aux chauffeurs-mécaniques.

CHICOUTIMI (Chicoutimi)

Réparations sur système de chauffeurs-mécaniques; sur système de plomberie. Travaux de menuiserie, de plâtrerie, de peinture dans certains bureaux. Confection d'une garde-robes pour bureau du magistrat.

HULL (Hull)

Palais de justice et ancienne prison:

Réparations à la couverture; corrections aux enduits de la prison; réparations au poêle de la prison.

JOLIETTE (Joliette)

Pose de grillages à barreaux dans deux fenêtres du sous-bassement; remplacement des châssis dans les trois grandes fenêtres de la salle d'audience, en façade; renouvellement du tuyau de fumée sur système de chauffage; réparations sur systèmes de chauffage, de plomberie et d'électricité.

LA MALBAIE (Saguenay)

Réparations au poêle électrique du logement du geôlier; corrections sur système de chauffage; réparations diverses d'enduits; exécution de moustiquaires, tables, etc., pour palais de justice et prison; confection d'un trottoir en béton de l'entrée à la rue principale; rejointoiement d'un mur de façade latérale; installation d'un grillage à barreaux. Réparations sur systèmes de plomberie et d'électricité. Peinturage de tout le logement du geôlier.

MATANE (Rimouski)

Corrections aux châssis et aux portes des deux cellules du palais de justice ainsi qu'addition de grillages, et réparations sur le système de chauffage.

MONT-LAURIER (Montcalm)

Confection d'une armoire à linge pour la prison; travaux d'améliorations au caveau à légumes; réparations aux portes d'entrée et confection de tablettes et casiers dans la voûte du Protonotaire.

MONTMAGNY (Montmagny)

Moustiquaires pour quelques fenêtres de la prison; réparations sur système de chauffage; confection d'un autel portatif pour la chapelle de la prison; installation d'un réservoir sur système d'eau chaude domestique; réparations sur système d'aqueduc; addition de meubles métalliques dans la voûte du Protonotaire.

MONTREAL (Montréal)

Se limitant au strict nécessaire durant l'année écoulée, la plupart des ouvrages d'entretien furent confiés aux ouvriers attachés aux diverses bâtisses, soit du Ministère des Travaux Publics, soit du Procureur Général; exception faite pour certains ouvrages dont la mention en est faite plus loin.

Nouveau Palais de Justice:

Peinturage et redécoration des bureaux du troisième éta-

ge. Rejointaiement de toute la façade rue St-Gabriel et de la corniche en façade principale. Soudures aux solins de la couverture. Pose de quatre châssis doubles, en bois, au soubassement.

Vieux Palais de Justice :

Couvre-plancher dans la salle de la rédaction des jugements. Peinturage de la Cour No. 23. Ouvrages de ventilation dans un bureau. Réparations à des châssis et à la couverture.

Prison de Montréal à Bordeaux :

Réparations aux bouilloires. Mise en bon état d'un moteur générateur. Réparation aux paratonnerres et à la tête de la cheminée. A la résidence du chapelain: réparations à la fournaise et renouvellement des brûleurs à l'huile.

Prison des Femmes (Section protestante)

Peinturage général de l'intérieur de la prison et des bureaux de cette section. Pose des grillages dans quatre fenêtres.

NEW CARLISLE (Gaspé)

Réparations sur système de chauffeurs-mécaniques; renouvellement du tuyau de fumée; addition d'une cuve pour la buanderie; réparations sur système de plomberie; peinturage dans certains bureaux.

PERCE (Gaspé)

Corrections à un plancher du logement du geôlier.

QUEBEC (Québec)

Dans les bâtisses des deux prisons et du palais de justice de ce district, la grande partie des ouvrages d'entretien fut exécutée par la main-d'oeuvre des Travaux Publics, attachée à l'Hôtel du Gouvernement: réparations d'enduits, aux systèmes de plomberie, de chauffage et d'électricité; couverture, etc.

Dans quelques cas des contrats furent adjugés à des maisons extérieures.

Palais de Justice:

Redécoration de quelques bureaux. Réparations sur les ascenseurs. Subdivision en bureaux d'une salle d'audience désaffectée: divisions en chêne; plafond suspendu; couvre-plancher de composition; luminaire; peinture, etc.

Prison des Hommes:

Installation d'un système à l'huile lourde en remplacement du vieux système défectueux à l'huile légère sur les deux fournaies récemment installées, soit un système raccordé à un nouveau réservoir placé dans une chambre souterraine à parois de béton.

RIMOUSKI (Rimouski)

Améliorations apportées sur système de chauffage du palais de justice; addition de sorties de lumière dans la prison; pose d'un grillage en broche dans le parloir de la prison; construction d'un tambour à l'entrée du logement du geôlier.

RIVIERE DU LOUP (Kamouraska)

Installation d'un réservoir sur système d'eau chaude domestique; parachèvement du nouveau mur de béton autour de la cour des prisonniers; réparations sur système de chauffage et de drainage; réparations aux gouttières et peinture sur la couverture; réparations d'enduits, de vitrerie et de menuiserie.

ROBERVAL (Roberval)

Réparations au mur de clôture en pierre de la cour des prisonniers; peinture dans les bureaux du juge; réparations sur le système de chauffage; renouvellement des perrons aux trois entrées du palais de justice; rejointoiement de la maçonnerie de la cheminée; renouvellement d'une fournaise à air chaud sur système de chauffage.

SHERBROOKE (St-François)

Palais de Justice:

Confection d'une caisse à grillages au Greffe du Magistrat; réparations à l'ascenseur.

Prison:

Réparations sur fournaise du système de chauffage; addition d'un serpentín sur système d'eau chaude; prolongement de tuyaux de descente de la couverture; pose d'amiante sur le réservoir du système d'eau chaude domestique; renouvellement du luminaire; rejointoiement d'une partie du mur en pierre de la cour des prisonniers.

ST-HYACINTHE (St-Hyacinthe)

Peinturage dans le logement du géôlier; réparations à la couverture et travaux de menuiserie.

STE-ANNE DES MONTS (Gaspé)

Exécution d'une table et de bancs pour la prison, et pose des lits dans les cellules.

ST-JEAN (Iberville)

Parachèvement des ouvrages entrepris en mai dernier pour l'amélioration de l'intérieur de la prison: planchers neufs en terrazzo; renouvellement des châssis, des accessoires de plomberie; réfection totale des enduits; addition d'un luminaire, etc. Exécution d'une porte à l'entrée du logement du géôlier.

ST-JEROME (Terrebonne)

Exécution d'une division dans le bureau du régístrateur; nettoyage du système de chauffage; corrections aux boiseríes et peinturage dans les bureaux de la Police de la Route; travaux de menuiserie et confection de grillages pour la prison.

A *Ste-Scholastique*: le terrain de l'ancien palais de justice fut nettoyé.

ST-JOSEPH (Beauce)

Rejointoiement d'une partie du mur de clôture de la cour des prisonniers; exécution d'un mur en béton à la sortie des cendres; réparations et peinturage sur la couverture; réparations sur système de plomberie.

SOREL (Richelieu)

Réparations sur système de chauffage et aux gouttières du toit.

SWEETSBURG (Bedford)

Peinturage de deux pièces dans le logement du geôlier; réparations sur système électrique et à la fosse septique. Rejointoiement d'une partie du mur en pierre de la cour des prisonniers.

TROIS-RIVIERES (Trois-Rivières)*Palais de Justice:*

Exécution d'une plateforme en béton à l'entrée du charbon; réparations sur système de chauffeurs-mécaniques, et sur systèmes électrique et de chauffage, et quelques travaux de menuiserie.

Prison:

Réparations à des portes de cellules et sur systèmes de plomberie et de chauffage.

VILLE-MARIE (Témiscamingue)

Réparations au réfrigérateur de la prison.

— B —

EDIFICES PARLEMENTAIRES ET PUBLICS**MONTREAL:***Bureaux du Gouvernement:*

Subdivision d'un grand bureau au Ministère de la Santé: ouvrages de menuiserie, de peinture, d'électricité, d'enduit, etc. Corrections de quelques linteaux de pierre et rejointoiement. Réfection d'un plafond. Réparations sur systèmes électrique et de plomberie. Installation de radiateurs neufs et corrections sur les divers systèmes de chauffage de ces bâtisses. Les menus ouvrages d'entretien des boiseries, d'enduits, de peinture, de corrections aux meubles, furent confiés à la main-d'oeuvre de l'atelier de ces bâtisses. Réparations aux ascenseurs.

La Morgue:

Réparations à la couverture; confection d'armoires et tables.

QUEBEC:*Hôtel du Gouvernement:*

Le groupe composé des édifices désignés par les lettres A-B-C-D-E, auquel s'ajoutaient, l'an dernier, les bâtisses 110-112 Rue St-Eustache et 2-2½ St-Julie, s'est agrandi depuis juillet 1940 des bâtisses suivantes: L'Edifice Samson, rue St-Eustache. Les bâtisses 51, 53, 55, 57, 61, 63, 67, 69 et 106 Grande Allée.

L'ancien High School de la Commission des Ecoles Protestantes, sur le terrain de ce que l'on est convenu d'appeler le site du futur édifice, désigné par la lettre "F", fut transformé pour recevoir le Service des Impressions, les bureaux de la perception de la taxe de Vente, des réserves et une salle de projection cinématographique. Une petite bâtisse adjacente fut aussi transformée pour y recevoir les bureaux du Service de Cinépothographie. Tous les ouvrages furent exécutés à peu d'exception près par le personnel des ateliers du Ministère des Travaux Publics.

Dans ces nombreux locaux, les ouvrages d'entretien incombent aux ouvriers de nos ateliers: travaux d'électricité, de plomberie et de chauffage; réparations des boiseries et châssis, soudures sur couvertures; peinturage et décorations; pose de couvre-planchers: lettrage d'inscriptions, diverses; réparation aux meubles et même confection de pièces de menuiserie fine: tables, écrans; patères; pupitres; casiers, armoires, etc.

Comme d'habitude les contrats pour l'enlèvement de la neige l'hiver, et pour les réparations aux ascenseurs furent adjugés à des ouvriers spécialement outillés de l'extérieur. Citons aussi:

Les réparations aux trois bouilloires de l'édifice "A": foyers intérieurs; renouvellement de la partie tubulaire de la bouilloire No. 2 et addition de supports.

Les réparations aux deux bouilloires de l'édifice "E": foyers intérieurs.

Le parachèvement du luminaire de l'édifice "E": dans les corridors du rez-de-chaussée et aux paliers de la cage d'escalier furent installés des lustres spéciaux d'un dessin sobre et approprié.

Les transformations, en vue de l'aménagement de bureaux de l'intérieur de l'édifice "F": travaux de plâtrerie, de menuiserie, de peinture, d'électricité, de plomberie; confection d'armoires, de divisions; de comptoirs, etc.

L'aménagement d'une salle de toilette moderne pour les députés, édifice "A".

Pose de divisions métalliques vitrées dans le hall d'entrée de l'édifice "E".

Confection de deux comptoirs pour la salle de la Bibliothèque.

Travaux d'agrandissement de la voûte de la Comptabilité des Travaux Publics.

Divisions en panneaux et assemblages dans la pièce 201—"E".

Quelques études portèrent sur la préparation des plans et devis pour un tunnel destiné à relier les deux groupes de bâtisses de l'Hôtel du Gouvernement; et sur l'aménagement, dans une bâtisse, des bureaux et de l'atelier de réparations de la Police de la Route.

Entrepôt des Travaux Publics:

Des bâtisses d'entrepôt furent acquises au cours de l'année: deux constructions sises rue de Varennes dont l'une en bordure de la voie du C. P. R.

Le terrain, les entourant, fut nettoyé et débarrassé des vieux hangars, et taudis qui s'y trouvaient.

Autres ouvrages: réfection d'une couverture; pose de gril-lages en broches dans certains châssis; aménagement de quelques bureaux; confection d'armoires, de casiers et de divisions.

Commission des Accidents du Travail:

Réfection de la chaîne d'encoignure "nord-est" et d'une partie du mur "est" de l'édifice.

Réparations générales: plâtrerie; menuiserie; couvre-planchers; etc., par les ouvriers du ministère.

Musée Provincial:

Entretien général par les ouvriers du ministère; ouvrages spéciaux d'armoires, de montres, tables, etc., par les ouvriers du Musée avec matériaux fournis par les Travaux Publics.

Installation d'une série d'appareils automatiques, dits humidificateurs, dans la salle des spécimens d'oiseaux et d'animaux empaillés.

Spencerwood:

Avec l'entr'aide des ouvriers du ministère, et les matériaux fournis, les employés de l'endroit exécutèrent tous les ouvrages d'entretien général: peinture, menuiserie, etc.

— C —

ECOLES

MONTREAL

Ecoles des Beaux-Arts:

Réparations sur système de chauffage.

Ecole Normale Jacques-Cartier:

Corrections aux châssis et aux portes; peinture d'une grande salle et de quelques bureaux et corridors, y compris les réparations aux enduits et aux boiseries; réparations d'armoires et de casiers en bois.

QUEBEC

Ecole des Arts Domestiques:

Réparation sur systèmes de chauffage et d'électricité.

Ecole des Beaux-Arts:

Réparations sur les brûleurs à l'huile du système de chauffage; peinture de quelques salles, etc.

Ecole Normale Laval:

La bâtisse fut sérieusement visitée par les autorités militaires du pays en vue de sa transformation en école d'aviation pour fins de défense nationale.

Travaux ordinaires d'entretien.

— D —

CONSTRUCTIONS DIVERSES

EDIFICES A BUREAUX (propriétés du Gouvernement)

à Buckingham:

Réparations sur système d'eau chaude domestique et de plomberie.

à Trois-Rivières:

Démolition d'un vieux tambour et organisation d'une entrée à l'arrière de la bâtisse. Réparations sur système de chauffage et de plomberie.

à Farnham:

Renouvellement du tuyau de fumée; réparations sur système de plomberie.

à Matane:

Ouvrages de transformations dans une bâtisse récemment acquise pour y placer les bureaux de l'Unité Sanitaire; de l'agronome régional, et le bureau de Placement. Soient: travaux de plomberie, de menuiserie, de peinture, de chauffage et d'électricité, d'organisation de salles de toilette; pose de couvre-planchers, etc.

Maisons de Péage:

Préparation des plans et détails, en collaboration avec le Service des Ponts, des maisons de péage des Ponts David, du Bout de l'Ile de Montréal, de Plessis-Bélair, et de Ste-Anne de la Pérade.

Divers:

Notre collaboration fut requise dans les cas suivants:

a) Pour l'inspection, par l'ingénieur électricien des Travaux d'électricité à l'Ecole Technique de Montréal, à l'Ecole d'Avionnerie de Cartierville.

b) Pour l'inspection d'édifices, soit pour leur acquisition ou leur location à Montréal, Québec et Victoriaville, en particulier, soit pour rapport aux divers ministères intéressés, tels que l'église de Leeds, une école de la paroisse de Stadacona; de la bâtisse de la Cour des Jeunes Délinquants à Montréal; de l'Université de Montréal (Anciens édifices), en outre des nombreux garages et édifices industriels à Québec, soit en vue d'aménagements de bureaux ou d'entrepôts, ou pour l'application des règlements de sécurité publique.

c) Pour l'analyse des documents, tels que projets de constructions ou de soumissions et d'évaluations de travaux pour le compte des ministères des Terres et Forêts, de l'Agriculture, du Secrétariat.

LOCATION DE BUREAUX:

Dans ce domaine, des visites d'inspection furent faites à Montréal, Trois-Rivières, New-Carlisle, Amos, Chicoutimi, Cookshire.

Des centralisations furent étudiées pour Québec, Montréal, Cookshire, New-Carlisle; en vue de leur réalisation future.

Quant à la liste des locaux loués en dehors des édifices du Gouvernement dans la Province, il n'y a pas eu de changements sur celle de 1940. Nous avons étudié des résiliations, renouvellements, réorganisations, qui seront faits au cours de 1941-42, ces changements ne prenant force qu'avec mai 1941.

Cependant, à Québec, les loyers que nous avons dans les édifices qui ont été achetés ont été résiliés.

La liste actuelle des loyers pour bureaux dans la Province s'établit donc comme suit:

Comté	Nombre de loyers dans ce comté	Comté	Nombre de loyers dans ce comté
Abitibi	13	Lévis	4
Argenteuil	2	Labelle	2
Arthabaska	2	Lotbinière	1
Bagot	1	Maskinongé	2
Beauce	2	Matapédia	4
Beauharnois	1	Mégantic	6
Bellechasse	3	Missisquoi	1
Berthier	4	Matane	2
Bonaventure	6	Montcalm	3
Brôme-Missisquoi	1	Montmagny	1
Champlain	3	Montréal	20
Charlevoix	4	Nicolet	4
Chicoutimi	7	Pontiac	1
Compton	4	Portneuf	2
Châteauguay	2	Papineau	1
Chambly	1	Québec	16
Drummond	2	Richelieu	3
Dorchester	1	Richmond	4
Deux-Montagnes	1	Rimouski	5
Gaspé	2	Saguenay	2
Gaspé-Nord	4	St-Hyacinthe	4
Gaspé-Sud	1	Sherbrooke	6
Gatineau	1	Soulanges	1
Huntingdon	1	Standstead	1
Hull	8	Shawinigan	1
Iberville	4	Témiscamingue	10
Iles de la Madeleine	1	Témiscouata	4
Joliette	2	Terrebonne	7
Kamouraska	3	Trois-Rivières	4
Lac Saint-Jean	4	Vaudreuil	2
L'Assomption	3	Wolfe	1
Laviolette	4	Shefford	1

Ce qui porte le nombre des loyers, dans la province, à un total de 227.

LE SERVICE DES ARCHITECTES,

Par Léopold FONTAINE,

Architecte.

CHAPITRE III

PREVENTION DES INCENDIES

Rapport du Commissaire

Québec, le 31 mars 1941.

A l'honorable T.-D. Bouchard,
Ministre des travaux publics,
Hôtel du gouvernement,
Québec, P. Q.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport suivant, conformément à la Loi de la prévention des incendies (S.R.Q. 1925, ch. 180).

Comme l'année dernière, nous avons reçu, au cours des neuf mois qui se sont écoulés du 1er juillet 1940 au 31 mars dernier, un grand nombre de demandes d'aide de la part de corporations voulant protéger la vie et les propriétés de leurs contribuables et, dans la majeure partie des cas, nous avons fait une inspection des lieux et avons mis les services de nos experts à la disposition des autorités municipales.

Chaque fois qu'il nous a été permis de le faire, nous avons insisté auprès des ces dernières sur le fait que c'est à elles, et non pas au Gouvernement provincial, qu'il incombe de trouver et de prendre les moyens nécessaires pour assurer cette protection, et nous avons lieu de croire que nos observations ont été prises en bonne part.

Les trois corporations dont les noms suivent ont reçu, au

cours de la période écoulée, les subventions dont le chiffre est indiqué en regard du nom de chacune d'elles, et cela en vertu de l'article 11 de la loi et de ses amendements: Ormstown, comté Châteauguay: \$2,000.00; Ste-Agathe, comté Lotbinière: \$3,600.00; St-Alexandre, comté Kamouraska: \$496.50.

Plusieurs corporations auraient mis à exécution les divers projets de protection que nous leur avons soumis, mais les temps difficiles que nous traversons ne leur ont pas permis de trouver les fonds voulus pour ce faire.

Nous avons intensifié, cette année, notre travail de propagande de prévention de l'incendie en donnant des conférences et des causeries sur le sujet et en faisant voir à de vastes auditoires des vues cinématographiques montrant les divers dangers d'incendie et la façon de les éliminer. Cette initiative a été fort bien accueillie par le public et nous avons lieu de nous réjouir des résultats obtenus. Environ 170,000 personnes ont assisté à ces conférences et à ces représentations cinématographiques et les demandes croissantes que nous recevons pour les services de notre conférencier nous confirment dans notre opinion que ce travail doit être poussé davantage.

La province de Québec s'est placée, encore cette année, bonne première dans le concours international de la semaine de prévention des incendies. Nous croyons humblement ne pas être tout à fait étranger au succès ainsi obtenu, et nous en ressentons une certaine fierté.

Notre inspecteur-instructeur a continué, au cours de ces neuf mois, son travail d'inspection et a fait la visite de 163 municipalités. Les rapports qu'il nous a soumis à la suite de ses inspections ont été suivis de recommandations transmises aux autorités municipales et de nature à maintenir l'efficacité première des services d'incendies de ces municipalités.

Nos trois investigateurs ont eu encore cette année à répondre à de nombreuses demandes d'enquêtes et les chiffres contenus dans le tableau suivant donnent une idée de l'étendue de leur travail:

**ETAT DES ENQUETES POUR LA PERIODE S'ETENDANT DU
1er JUILLET 1936 AU 31 MARS 1941.**

	1936 1937	1937 1938	1938 1939	1939 1940	1940 1941 31 mars	1936 1941 31 mars
Continuées	103	119	203	247	290	103
Nouvelles demandes	83	121	135	111	76	526
Totaux	186	240	338	358	366	629
TERMINEES:						
Non nécessaire	2	0	2	2	8	14
Cause accidentelle	21	9	29	26	21	106
Origine inconnue	26	16	37	23	25	127
Personne inconnue	0	1	1	1	2	5
Preuve insuffisante	6	3	18	12	9	48
Origine criminelle	12	8	4	4	2	30
Totaux	67	37	91	68	67	330
Non terminées	119	203	247	290	299	299
Accusations	11	15	6	8	4	44
Culpabilités	3	6	6	9	4	28
Témoins assermentés	504	439	401	368	289	2120
Personnes interrogées mais non as- sumentées	1177	1063	880	720	500	4340

Les chiffres qui suivent, tirés des statistiques que nous avons compilées sur les pertes causées par l'incendie au cours de 1940, quoiqu'étant sensiblement inférieurs à ceux donnés pour l'année 1939, indiquent de toute évidence qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour amener notre population à contribuer à la diminution des pertes causées par l'incendie :

Pertes matérielles totales	\$7,094,675.00
Pertes totales couvertes par les assurances	\$5,899,818.00
Pertes totales non couvertes par les assurances	\$1,194,857.00
Nombre d'incendies ayant causé chacun des dom- mages pour plus de \$10,000.00	99
Pertes totales causées par ces incendies	\$2,653,207.60
Nombre de réclamations rapportées par les compa- gnies d'assurance pour dommages de moins de \$25.00	14,272
Montant total de ces réclamations	\$ 147,108.97
Nombre d'incendies rapportés et dont l'origine n'est pas connue	1,675
Pertes totales causées par ces incendies	\$3,741,784.56
Nombre d'incendies rapportés	7,463

Personnes ayant perdu la vie au cours de ces incendies	53
Personnes ayant été blessées au cours de ces incendies	259

Humblement soumis,

Le Commissaire des incendies de la Province.

Ernest LAVIGNE.

Ministère des Travaux Publics

BUREAU DE POSTE

Hôtel du Gouvernement, 31 mars 1941.

L'honorable M. T.-D. Bouchard,
Ministre des Travaux publics,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport sur les activités du Bureau de poste pour l'année 1940-41.

La quantité de matières postales expédiées a augmenté considérablement. En prenant pour point de comparaison les mêmes mois de l'année financière précédente, les statistiques de notre bureau nous donnent en résumé l'état suivant :

	Lettres	Imprimés	Colis	Coût
1940-41	1,146,966	658,384	12,971	\$57,717.64
1939-40	1,076,938	217,058	10,462	48,360.00
(9 mois)				
Augmentation:	70,028	441,326	2,509	\$ 9,356.84

Le coût unitaire des matières postales n'a pas monté dans la même proportion que le chiffre des quantités. Ceci est dû au fait que beaucoup de choses, autrefois expédiées par l'entremise des postes, sont maintenant expédiées à meilleur compte par le service des colis.

La vente des timbres au comptoir (\$5,600.86) jointe à celle faite à divers services et portée à leur débit (\$3,631.45) repré-

sente une somme de \$9,232.26, soit une augmentation de \$3,072.44 pour les mêmes item sur les mois correspondants de l'année précédente. Les frais postaux s'élèvent donc à \$66,949.90, soit \$12,398.28 de plus que l'an dernier pour le même espace de temps.

Quarante services administratifs sont actuellement desservis par le Bureau de poste, et on peut affirmer, sans crainte de se tromper beaucoup, que la quantité des matières postales expédiées dépasse de peu celle reçue. Dans nos statistiques nous ne tenons pas compte de la correspondance échangée entre les divers services par l'entremise de notre bureau.

Pendant que les Chambres sont en session, toutes les matières postales qui leur sont destinées passent par le bureau de poste. Ce service requiert alors deux commis supplémentaires; hors des sessions, cependant, le service est fait par les commis du bureau proposés à la recommandation du courrier.

Le bureau est ouvert de 7.30 a. m. jusqu'à 5.30 p. m. tous les jours ouvrables. Il est aussi ouvert le matin, les jours fériés. Pendant la session, le bureau reste ouvert tout le temps que la Chambre siège, et ce, pour l'utilité de cette dernière.

Le bureau de réception et d'expédition des colis est administré suivant une modification des systèmes de réception et d'expédition des compagnies de transport. Il faut ici tenir compte des exigences des compagnies de chemins de fer (messageries et transport), des voies maritimes et des autres services de livraison.

Créé par décision de l'Exécutif, en février 1940, ce bureau a concentré et drainé au même endroit, pour fins de contrôle, l'expédition de tous les colis destinés à l'extérieur et expédiés par les services administratifs situés dans la bâtisse centrale et celles adjacentes. Le même contrôle existe sur les colis reçus.

Au cours de l'année financière 1940-41, le bureau a reçu 40,088 colis pour lesquels des charges de \$16,971.24 ont été payées par les services intéressés. La manipulation de ces colis a été faite par le service des chemins de fer (39,503 — \$16,819.71), les voies maritimes (240 — \$102.78) et divers autres moyens de transport (345 — \$48.75).

Ce résumé des statistiques de ce bureau fait voir l'importance du travail accompli. C'est aussi là que doivent être vérifiés les états de compte des messageries avant que ceux-ci ne soient transmis aux services intéressés.

Les frais d'expédition par le bureau de poste et le bureau des colis s'élèvent à \$83,922.14, soit \$66,949.00 pour le Bureau de poste et \$16,971.24 pour le Bureau des colis.

La coopération qui existe entre le Bureau de poste et le Bureau des colis facilite le choix du mode d'expédition le plus approprié, c'est-à-dire le plus prompt ou le moins coûteux, mais en tenant toujours compte des besoins des services expéditeurs.

Depuis quelque quatre ans, toute matière postale destinée à l'extérieur doit porter l'estampe du service administratif expéditeur. Ce contrôle a été très efficace et a permis d'économiser une somme considérable. Le bureau se fait en outre un devoir de surveiller l'expédition des matières postales et des colis et de signaler les améliorations possibles, soit dans l'expédition, soit dans la manière dont celle-ci doit être faite.

Je profite de cette circonstance pour exprimer ma satisfaction des services du personnel dont j'ai la direction.

Veillez me croire, Monsieur le Ministre,

Votre bien dévoué,

AIME M. DECHENE

Maître de poste.

CHEMINS DE FER

Rapport du directeur des chemins de fer

Québec, le 31 mars 1941.

L' honorable T. D. Bouchard,
Ministre des Travaux publics,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le ministre,

En ma qualité de directeur des chemins de fer de la Province de Québec, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel pour la période du 1er juillet 1940 au 31 mars 1941.

Il n'y a rien à signaler relativement aux activités ferroviaires si ce n'est que la Commission des Transports du Canada, par son ordonnance No 59481 du 7 août 1940, autorisa la discontinuation d'exploitation d'une partie de la subdivision de Deschaillons du chemin de fer Canadien National entre Parisville (au mille 13.12) et Deschaillons (au mille 16.66), soit un parcours de 3.54 milles.

Quant à la législation provinciale passée au cours de la session, elle se résume comme suit :

5 Geo. VI, ch. 96 : Loi modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.

5 Geo. VI, ch. 97 : Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières.

5 Geo. VI, ch. 98 : Loi modifiant la charte de Saguenay Terminal, Limited.

Quant aux subventions de toute nature accordées ou payées aux diverses compagnies de chemin de fer dans le passé, on trouvera tous les renseignements voulus au rapport de 1928; une mo-

dification a toutefois été apportée au tableau B et elle a été notée au rapport de 1932.

Nous croyons intéressant de publier ci-après le tableau F démontrant la longueur en milles de voies ferrées construites ou en exploitation ou prêtes à être livrées à l'exploitation au 31 décembre 1940. Il est bon de signaler ici que la longueur totale des voies ferrées va sans cesse en diminuant dû à l'abandon de l'exploitation de certains tronçons dont certains d'entre eux sont remplacés par un service d'autobus.

Humblement soumis,

Le directeur des chemins de fer

IVAN E. VALLE.

TABLEAU F

CHEMINS DE FER DE LA PROVINCE DE QUEBEC

TABLEAU "F"

LONGUEUR DES VOIES FERRÉES CONSTRUITES OU EN EXPLOITATION OU PRÊTES À ÊTRE LIVRÉES À L'EXPLOITATION DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC, AU 31 DÉCEMBRE 1940.

A)—RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX CANADIENS (C.N.R.):

1.—CHEMINS DE FER DU GOUVERNEMENT CANADIEN:

		Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
INTERNATIONAL RY	De la frontière interprovinciale près				
	Matapédia à Pointe Lévis	292.65			
	Hadlow à Charny	5.77			
	St-Charles à Jct Ouest	16.73			
	Joffre à Jct avec N. T. Ry au mille				
	1.46 subdivision du pont	1.42			
	Chaudière à Jct Ste-Rosalie	115.96			
	St-Léonard Jct à Nicolet	14.25			
			446.78		
LOTBINIERE & MEGANTIC RY	Villeroy à Parisville				
	Parisville à Deschaillons 3.54 milles				
	opération discontinuée	13.12			
			13.12		
NATIONAL TRANSCONTINENTAL RY	De la frontière interprovinciale, près				
	Courchesne, à Diamond Jct	199.03			
	Jct avec Intercolonial Ry au mille				
	1.46 subdivision du pont à Cadorra,				
	via Pont et Cap Rouge	9.79			
	Raccordement au C. N. Q. Ry à Al-				
	lenby	0.11			
	Cap Rouge à jonction avec C. N. Q.				
	Ry près Donnacona	21.19			
	St-Marc à frontière interprovinciale				
	près La Reine	455.19			
	Y à Cap Rouge	0.18			
	Taschereau au mille 1.07 subdivision				
	Rouyn	1.07			
			686.56		

TABLEAU "F"—(Suite)

3 RDU GOUVERNEMENT CANADIEN: (Suite).

	Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
St-Joachim à Cap Tourmente (loué du Q.R.L. & P. Co.)	5.08			
Cap Tourmente à Nairn's Falls	61.71			
		66.79		
(loué aux ch. de fer du Gouvernement Canadien) mille 1.07 subd. Rouyn, près Taschereau, à Noranda	43.55			
		43.55	1,256.80	

RAILWAY:

Kasil à Lac Rémi	2.40			
La Doré à Dolbeau	25.31			
Oka Jct à Chemin Calumet	4.45			
Senneterre à Noranda	100.40			
		132.56		
De la frontière interprovinciale à Nor- ton à Jct St Henri Est	129.76			
Pointe Lévis à Hadlow	0.95			
Charny à Richmond	88.71			
Victoriaville à Des Ormeaux	35.72			
Tronçon ouest du Y à St-Henri	0.34			
Gare Bonaventure, Montréal, à fron- tière interprovinciale à Rivière Beaudette	45.09			
Raccordement au C. P. R. à Dorval	0.24			
Brosseau à frontière interprovinciale à Fort Covington	61.56			
St-Lambert à frontière internationale à Rouse's Point	40.18			
Raccordement au C. V. Ry. à St-Jean	0.03			
Hemmingford à St-Isidore Jct.	21.29			

CHEMINS DE FER

QUEBEC & SAGUENAY RY

**NATIONAL TRANSCONTINENTAL
BRANCH LINES CO.**

2.—CANADIAN NATIONAL RY

CANADIAN NATIONAL RY

GRAND TRUNK RY.

	Y à Cantic	0.24	
	Y à Ayrness	0.23	
	Turcot Ouest à Jct de l'Est	8.27	
	De frontière internationale, près East Alburgh, à la frontière interprovin- ciale à l'ouest de Ste-Justine (au- trefois Canada Atlantic Ry.)	66.48	
	Ste-Martine Jct à Beauharnois (autre- fois Beauharnois Jct. Ry.)	5.90	
		<hr/>	505.00
QUEBEC ORIENTAL RY.	(Autrefois Atlantic & Lake Superior Ry.) Matapédia à Paspébiac Ouest		100.09
ATLANTIC, QUEBEC & WESTERN RY.	Paspébiac à Gaspé		102.16
QUEBEC, MONTREAL & SOUTHERN RY.	St-Grégoire à Pierreville	20.85	
	Y à St-Grégoire	0.28	
	Pierreville à St-Lambert (Autrefois South Shore Ry.)	61.41	
	Bellevue Jct à St-Hyacinthe (autrefois United Counties Ry.)	31.10	
	Lemoyne à Brodies	0.94	
	Raccordement à Nicolet	0.33	
		<hr/>	114.91
STANSTEAD, SHEFFORD & CHAMBLY RR.	(Loué au Can. Nat. Ry.)	28.35	
	Meigs à Waterloo		
	Rue St-Charles à Clough Jct., Granby (Voir Montreal & Southern Coun- ties Ry.)		
	Boucle à Granby (Voir Montreal & Southern Counties Ry.)		28.35
MONTREAL & PROVINCE LINE RY.	(Loué au Can. Nat. Ry.)		
	M. & S. C Jct à St-Césaire (Voir Montreal & Southern Counties Ry.)		
	Ste-Angèle à Marieville (Voir Mont- real & Southern Counties Ry.)		
	Total du Can. Nat. Ry.		983.07

TABLEAU "F"—(Suite)

3.—CANADIAN NORTHERN RY.:

		Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
QUEBEC & LAKE ST. JOHN RY.	Québec à Chicoutimi	227.25			
	Chambord à Roberval	13.32			
	Hôtel Jct à Lac St-Joseph	0.62			
	Y à Hôtel Jct.	0.14			
			241.33		
JAMES BAY & EASTERN RY.	Roberval à La Doré	18.75			
			18.75		
CANADIAN NORTHERN QUEBEC RY.	Limouilou à Jct avec N. T. R. à Allenby	4.90			
	Jct. avec N. T. R. près Donnacona à St-Marc	18.26			
	St-Prosper à Garneau	17.98			
	Grand'Mère au mille 29.53 subdivision				
	Grand'Mère	7.79			
	Fresnière à Papineau	12.66			
	St-Jacques à Rawdon	9.00			
	Rinfret au mille 43.22, subd. Montfort, près St-Sauveur	14.95			
	Y à Joliette	0.43			
	Y à Rinfret	0.28			
	Intervalle à Kasil	9.07			
	Grenville à frontière interprovinciale	0.32			
			95.64		
CHATEAUGUAY & NORTHERN RY.	Joliette à Montréal	36.21			
	Paradis à St-Jacques	6.77			
			42.98		
GREAT NORTHERN RY.	Rivière à Pierre à Jct des Chemins de fer anciennement Grand Nord et Basses Laurentides près Hérouxville (autrefois chemin de fer des Basses Laurentides)	34.88			
	Jct des chemins de fer anciennement Grand Nord & Basses Laurentides près Hérouxville à Garneau	5.31			

	Garneau à Grand'Mère	3.76		
	Mille 29.53 subdivision Grand'Mère, à Joliette	49.80		
	Joliette à Carbo	36.95		
	Mille 43.22, subd. Montfort, près St-Sauveur, à Huberdeau (autrefois Montfort Colon. Ry).	30.25	160.95	
MOUNT ROYAL TUNNEL & TERMINAL CO.	Station Montréal Tunnel & Terminal Ry à la Jct avec Can. Nor. Ontario Ry. au mille 5.82 subdivision Mont Royal	5.82	5.82	
CANADIAN NORTHERN ONTARIO RY.	Jct avec chemin de fer Mount Royal Tunnel & Terminal au mille 5.82, subdivision Mont Royal, à Cartier-ville	2.37		
	Val Royal à Grenville	46.01		
	Frontière interprovinciale à Pontiac à frontière interprovinciale Portage du Fort	22.30	70.68	
	Total du Can. Nor. Ry.		636.15	
	Grand total Can. National Ry.			2.876.02
4.—CENTRAL VERMONT RY.	(Contrôlé par les chemins de fer nationaux du Canada et exploité comme organisation séparée).			
MONTREAL & VERMONT JCT. RY.	St-Jean à la frontière internationale	25.33		25.33

TABLEAU "F"—(Suite)

	Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
V. COUNTIES RY. (ce réseau est électrifié par les chemins de fer Nationaux du Canada comme organisation séparée).				
Montréal, rue Youville à rue McGill	0.14			
Montréal, rue McGill à extrémité ouest pont Victoria	1.41			
Pont Victoria	1.23			
Extrémité est pont Victoria à rue Ste-Hélène, Montréal Sud	2.51			
Extrémité est Jct St-Lambert à M. & S. C. Jct	3.25			
St-Césaire à rue St-Charles, Granby	15.33			
		23.97		
(Sous-loué des chemins de fer natio- naux).				
Rue St-Charles à Clough Jct, Granby	0.33			
Boucle à Granby	0.13			
		0.46		
W. (Sous-loué des chemins de fer Natio- naux).				
Jonction M. & S. C. à St-Césaire	25.21			
Marieville à Ste-Angèle	3.49			
		28.70		
Total de M. & S. C. Ry.			53.13 (1)	

e dans les chemins de fer mus par l'élec tricité.

5.—MONTREAL & SOUTHERN

et contrôlé par

et exploité

**MONTREAL & SOUTHERN
COUNTIES RR.**

**STANSTEAD, SHEFFORD &
CHAMBLY RR.**

MONTREAL & PROVINCE LINE RR.

(1) Note: Cette longueur est inclus

B)—RÉSEAUX DU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE (C. P. R.):**1.—ATLANTIC & NORTH-WEST RY.**

Du pont sur fleuve St-Laurent, extré- mité sud, à Farnham	35.7		
Brookport à Lennoxville	60.1	95.8	
INTERNATIONAL RY.			
De Lennoxville à la frontière du Maine	81.0	81.0	
			176.8

2.—MONTREAL & ATLANTIC RY (anciennement South Eastern Ry:

De frontière internationale, près Aber- corn, à Farnham Ouest ..	32.1		
De frontière internationale, près Mis- sisquoi, à frontière internationale à North Troy	10.7		
De Enlaugra à Drummondville ..	59.2	102.0	
LAKE CHAMPLAIN & ST. LAW- RENCE JCT RY.			
Stanbridge à St-Guillaume	60.6	60.6	
			162.6

3.—JOLIETTE & BRANDON RY (anciennement Montréal & Lac Maskinongé)

De Jct du C.P.R. à St-Félix de Valois à St-Gabriel de Brandon	11.1		
			11.1

4.—QUEBEC, MONTREAL, OTTAWA & OCCIDENTAL:

De Montréal, Place Viger, à frontière interprovinciale près Broad Street, Ottawa	119.2		
Embranchement à St-Jérôme (Ste-Thé- rèse à St-Jérôme)	13.3		
			132.5

TABLEAU "F"—(Suite)

	Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
5.—LAURENTIAN RY				
Embranchement St-Lin (Jct de St-Lin à St-Lin)	15.2		15.2	
6.—NORTH SHORE RY				
Québec à Jct St-Martin	159.8			
Embranchement de Berthier (Berthier à Berthierville) ..	2.1			
Embranchement des Piles (Cap de la Madeleine à Grandes Piles) ..	27.0			
Embranchement Joliette (Lanoraie à St-Félix de Valois)	16.7			
			205.6	
7.—ONTARIO & QUEBEC RY				
Gare Windsor, Montréal, à la frontière d'Ontario	46.8			
Aiguille Mile End au Fleuve St-Laurent (pont compris)	8.9			
Ballantyne à Jct. St-Luc	2.1			
Boucle Lasalle à Highlands à Power Jct sur embranchement South Bank ..	4.5			
Breslay à Outremont	1.3			
Montréal-Ouest à Jct Nord	1.1			
Montréal-Ouest à Jct. Sud	1.0			
			65.7	
8.—MONTREAL & OTTAWA RY (ancien Vaudreuil & Prescott)				
De Vaudreuil à frontière interprovinciale	21.5			
De Mando à Pointe Fortune	6.8			
			28.3	

RAPPORT DU MINISTRE

37.3

stray 37.3

EAU VALLEY Ry. 80.9
IC JUNCTION Ry.
rovinciale à Wal-
..... 79.4

160.3

e 66.9

66.9

ntière interprovin-
..... 4.7

4.7

Y
rovinciale, à Mat-
awa 44.8

44.8

liers 69.1
lie-Marie (Gabou-
..... 7.6

NORD

Laurier 58.2

58.2

Grand'Mère 26.9

26.9

9.—ORFORD MOUNTAIN RY

Windsor Mills à Ea

10.—OTTAWA NORTHERN & WESTERN RY

OTTAWA & GATIN
De Hull à Maniwak
PONTIAC & PACIF
De frontière interp
tham

11.—MONTREAL & WESTERN RY

St-Jérôme à Labell

12.—GLENGARRY & STORMONT RY

De Soulanges à froi
ciale

13.—LAKE TEMISCAMINGUE COLONIZATION R

De frontière interp
tawa, jusqu'à Kip

14.—INTERPROVINCIAL & JAMES BAY RY

De Gendreau à Ang
Embranchement Vi
ry à Ville-Marie)

15.—CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU

De LaBelle à Mont-

16.—ST. MAURICE VALLEY RY

De Trois-Rivières à

TABLEAU "F"—(Suite)

	Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
Embranchement Wolfe Cove (Cador- na au quai de Wolfe Cove)	1.5		1.5	
Cookshire à Malvina	23.0		23.0	
(loué par Canadian Pacific Ry. Co.)				
Ligne principale (Sherbrooke à Jct Diamond)	129.6			
Embranchement Mégantic (Tring Jct à Mégantic)	59.2			
Embranchement de la Chaudière (Val- lée Jct à Lac Frontière)	79.1			
Embranchement de Lévis (de Jct Scott à Jct Harlaka)	27.5			
		295.4		
BOSTON & MAINE RR; MASSA- WIPPI VALLEY RY.				
Depuis le 1er juin 1926, loué au Qué- bec Central Ry et exploité par cette compagnie.				
(Division de Passumpsic)				
De la Jct avec le Grand Trunk Ry. (C. N.R.) à Lennoxville jusqu'à frontière internationale près de Beebe Jct ..	32.0			
Embranchement de Stanstead (Beebe Jct à Stanstead)	4.1	36.1	331.5	
Grand total C. P. R.				1,629.6
De la ligne frontière à Rouse's Point à Delson Jct.	27.11			27.11

17.—CANADIAN PACIFIC RY

18.—HEREFORD RY

19.—QUEBEC CENTRAL RY: (

C)—NAPIERVILLE JCT. RY

INAL RY (ancien Matane & Gaspé)

De Mont-Joli à Matane	35.80	
De Matane à Hammermill (prolongement)	2.30	38.10

De Rivière du Loup jusqu'à frontière du Nouveau-Brunswick	69.28	69.28
---	-------	-------

T. LAWRENCE & ADIRONDACK RY:

De la Jct avec le Canada Atlantic (C. N. R.) près de Valleyfield jusqu'à la ligne frontière dans la direction de Malone, N. Y.	20.04	
De Valleyfield à Adirondack Jct.	26.52	46.56

D.

(Autrefois North Shore Power & Navigation Company)		
De la Baie des Sept Iles à Clarke City	9.00	9.00

JENAY RY (ancien chemin de fer de la**a!**

Gare à pass. Arvida à Port Alfred (ligne principale)	20.27	
Rivière Deschênes à Racine (extension)	3.47	
Gare à pass. Arvida à Kénogami (extension)	3.2	
Port-Alfred à St-Alexis de Grande-Baie (embranchement)	1.2	
Port Alfred à Bagotville (embranchement)	0.9	29.04

D)—CANADA & GULF TERM

E)—TEMISCOUATA RY

F)—NEW YORK CENTRAL: ST

G)—GULF PULP & PAPER CO

H)—THE ROBERVAL & SAGU
Baie des Ha! Ha

TABLEAU "F"—(Suite)

	Distance en milles	Sous- totaux en milles	Totaux en milles	Grand total en milles
I)—THE ALMA & JONQUIERES RY				
De la Jct Saguenay Power avec le C. N. R. près Hébertville à l'Île Maligne	10.30			10.30
J)—NIPISSING CENTRAL RY (T. & N. O.):				
De la frontière d'Ontario à Noranda	26.67			26.67
Grand total pour chemins de fer mus par la vapeur				4,787.01
<hr/>				
CHEMINS DE FER MUS PAR L'ÉLECTRICITÉ				
A) MONTREAL & SOUTHERN COUNTIES RY				
(Contrôlé et exploité par les Can. Nat. Rys)				53.13
B) QUEBEC RY. LIGHT & POWER CO.				
DIVISION DE MONTMAGNY (ancien Quebec, Montmagny & Charle- voix): — De Québec à St-Joachim	30.83			
(Des convois mus par la vapeur circulent aussi sur ce tronçon).				
DIVISION DE QUEBEC:				
Lignes de tramways: dans les limites de la cité de Québec	20.12		50.95	
C) MONTREAL TRAMWAYS CO.				
Ligne principale, voie simple	257.643			
Voies d'évitements	2.756			
Embranchements	1.267			
Remises	22.448			
	26.471		284.114	
D) LEVIS TRAMWAYS COMPANY (Anciennement Levis County Co.)	11.50		11.50	

E) SHAWINIGAN FALLS TERMINAL RY.

Ligne principale qu'elle possède3608	
Droits de passage	3.0297	
		3,3905
Voies d'évitements qu'elle possède	1.5802	
Droits de passage	7.1167	
		8.6969

12.0874

F) THE HULL ELECTRIC CO.

De la frontière interprovinciale à Aylmer, 12 milles, acquis par la International Paper Company	13.61	13.61	372.2614
Total pour chemins de fer mus par l'électricité			425.3914
Grand total pour toutes les voies ferrées			5,212.4014

*Le directeur des chemins de fer,***IVAN E. VALLEE.**

Ministère des Travaux publics,
Québec, le 31 mars 1941.

P. S. — Pour tronçons abandonnés, voir rapports antérieurs.

Québec, le 31 mars 1941.

L'honorable T.-D. Bouchard,
Ministre des travaux publics,
Hôtel du gouvernement,
Québec.

Monsieur le ministre,

A titre de directeur des ponts et chemins à péage, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel pour les neuf mois de l'année financière 1940-1941.

Abolition des péages

On trouvera dans le rapport annuel de 1925 la liste des ponts et chemins à péage qui ont été rendus libres. Je dois cependant faire remarquer qu'actuellement il n'existe aucun chemin proprement dit à péage en cette province.

Toutefois, au premier juillet 1940, par suite d'un arrêté ministériel passé le 25 juin 1940, les péages ont été abolis sur les ponts suivants qui étaient alors exploités par la province:

Pont Taschereau sur rivière Ottawa entre Vaudreuil et l'Ile Perrot, route Montréal-Toronto,
Pont Yamaska sur rivière Yamaska, entre Yamaska-Est et Yamaska-Ouest, route Québec-Montréal via rive sud,
Pont David Laperrière sur rivière St-François, entre St-François du Lac et Pierreville, route Québec-Montréal via rive sud.

Imposition des péages

A la suite de la législation passée lors de la session de 1940, le gouvernement de cette province a été autorisé à acquérir les ponts Plessis-Bélair, sur la rivière Jésus ou des Mille-Îles, entre Ste-Rose et Ste-Thérèse, de Bellefeuille, sur la rivière Jésus ou des Mille-Îles, près du village de St-Eustache, et Ste-Anne de la Pérade, sur la rivière Ste-Anne, entre le village de La Pérade et

la paroisse de Ste-Anne de la Pérade (voir 4 Geo. VI ch. 33 et 35), et le gouvernement a pris possession de ces trois ponts le 1er juillet 1940.

De plus, par 4 Geo. VI ch. 36 le pont David sur la rivière Jésus ou des Mille-Iles, entre les municipalités de Ste-Rose de Laval et de St-Louis de Terrebonne, a été déclaré un ouvrage public.

Par l'arrêté ministériel No 2412 du 25 juin 1940, la province a été autorisée à imposer des péages sur les quatre ponts ci-dessus nommés, de même que sur le pont nouvellement construit sur la rivière des Prairies entre Pointe aux Trembles (Bout de l'Ile) et Repentigny, et des péages sont perçus sur ces ponts depuis le 1er juillet 1940.

Depuis le 1er juillet 1940, la Province exploite treize ponts à péage, y compris le pont Honoré Mercier exploité par la Corporation du Pont du Lac St-Louis, mais dont l'honorable Ministre des Travaux publics est l'administrateur. Ce sont:

Pont Galipeault sur rivière Ottawa entre Ste-Anne de Bellevue et l'Ile Perrot,

Pont Batiscan sur rivière Batiscan, à Batiscan, sur route Québec-Montréal,

Pont Turcotte sur le Richelieu entre Sorel et St-Joseph de Sorel,

Pont Chicoutimi sur le Saguenay entre Chicoutimi et Ste-Anne de Chicoutimi,

Pont Mgr Ross entre Gaspé Village et Gaspé Harbour,

Pont de l'Ile d'Orléans entre Montmorency Village et l'Ile d'Orléans,

Pont de Québec entre Ste-Foy et St-Nicolas,

Pont de Ste-Anne entre le village de La Pérade et la paroisse de Ste-Anne de la Pérade,

Pont Plessis-Bélair entre Ste-Rose de Laval et Ste-Thérèse de Blainville

Pont de Bellefeuille à St-Eustache,

Pont David entre Ste-Rose de Laval et St-Louis de Terrebonne,

Pont du Bout de l'Ile entre Pointe aux Trembles et Repentigny,

Pont Honoré Mercier entre Ville Lasalle et Caughnawaga.

A cette liste, on peut ajouter que la Province est actuellement à construire le pont sur le Richelieu, entre Beloeil et St-Hilaire, sur la route Québec-Montréal-New-York via St-Hyacinthe.

Tarif des péages

Antérieurement au 1er juillet 1940, les tarifs étaient différents sur plusieurs des ponts ci-dessus mentionnés et, par l'arrêté ministériel No 2412 du 25 juin 1940, un tarif uniforme a été adopté pour tous ces ponts lequel est en vigueur depuis le 1er juillet 1940. Ce tarif apparaissait dans le rapport annuel de l'an dernier, mais certaines modifications ayant été apportées depuis, je crois intéressant de reproduire ci-dessous le tarif en vigueur à la fin de la présente année financière.

PASSAGE SIMPLE

Bicyclettes05

Automobiles de 7 passagers et
moins50

LIVRET DE BILLETS

Un laissez-passer mensuel à \$1.00 bon seulement sur le pont pour lequel il est émis.

Un laissez-passer mensuel à \$0.25 pour écolier bon seulement sur le pont pour lequel il est émis. Ce laissez-passer est accordé sur présentation de la carte d'écolier d'un certificat du directeur de l'école.

Aller et retour le même jour \$0.75. Le billet de retour à \$0.75 vendu à chacun des ponts exploités par la Province sera honoré jusqu'à 7.00 hres a. m. le lendemain de la date de son émission.

Pour randonnée du soir de 7.00 p. m. à 7.00 hres a. m. \$0.50 aller et retour.

Le billet de retour émis sur l'un des ponts suivants: De Bellefeuille, Belair, David et Bout de l'Île, sera accepté sur l'un ou l'autre de ces quatre ponts.

Livret de 10 passages pour \$2.50 et de 25 passages pour \$5.00 valables sur tous les ponts exploités par la province durant l'année de calendrier de leur émission. Ces livrets seront acceptés pour l'une ou l'autre des automobiles d'un même propriétaire, pourvu que le numéro de licence de chacune des automobiles soit inscrit sur le livret.

Automobiles à passagers propriété de cultivateurs transportant pour les vendre, des produits de leur ferme d'une valeur d'au moins \$10.00.15

CAMIONS:—

1 tonne et moins50
 2 tonnes et moins75
 Plus de 2 tonnes et moins de 5 tonnes 1.00
 5 tonnes et plus ou camions ayant plus de 2 essieux ou spéciaux 1.50

Livrets de 60 billets pour \$3.00 valables pour tout ou partie du mois de calendrier de son émission sur le pont spécifié. Un demi-livret de 30 passages pour \$1.50 est aussi vendu à partir du 16 de chaque mois, lequel est valable pour la balance de ce mois sur le pont spécifié. Ces livrets ou demi-livrets ne sont pas valables pour les taxis ou voitures de louage.

Livrets de 25 billets pour \$2.50 bons durant l'année de calendrier de leur émission sur tous les ponts exploités par la province.

Des livrets hebdomadaires pour camionnage local seront accordés comme suit:

1 tonne et moins 60 billets pour \$ 6.00
 2 " et moins 60 " " 9.00
 Plus de 2 tonnes et moins de 5 tonnes 60 " " 12.00
 5 tonnes et plus ou camions ayant plus de 2 essieux ou spéciaux 60 " " 15.00

Ces livrets sont bons pour une semaine, soit du lundi au lundi, et seulement sur le pont pour lequel ils sont émis. Ces livrets toutefois ne seront vendus qu'aux propriétaires de camions voyageant entre deux points situés l'un et l'autre à proximité d'un pont, le ministère étant juge de la suffisance de la proximité de ces points. Ces livrets seront utilisables pour le ou les camions approuvés par le ministère.

Les livrets suivants valables pour l'année de calendrier de leur émission et bons sur tous les ponts exploités par la province:

1 tonne et moins 25 billets pour \$ 6.25
 2 " et moins 25 " " 10.00
 Plus de 2 tonnes et moins de 5 tonnes 25 " " 15.00
 5 tonnes et plus ou camions ayant plus de 2 essieux ou spéciaux .. . 25 " " 25.00

		<p>Ces livrets peuvent être utilisés par l'un ou l'autre des camions de même capacité d'une même firme.</p> <p>Un billet de 50¢ aller et retour pour camion de toute capacité transportant exclusivement du bois de chauffage.</p> <p>Les camionneurs faisant le service entre Québec et Montréal et qui ont, dans un même voyage, à traverser trois ponts à péage, pourront acheter un billet spécial dont le prix sera égal à la moitié du tarif actuel exigé des propriétaires de camions utilisant le livret annuel. Il faut approbation préalable du Ministre.</p>
Camions de fermiers, licence N15	Livrets de 25 billets pour \$2.50 bons durant l'année de calendrier de leur émission sur tous les ponts exploités par la province.
Baladeuses pour fermiers10	Un billet du livret vendu pour véhicules de fermiers est accepté comme prix du passage.
Baladeuses 1 tonne et moins20	Un billet du livret vendu pour automobile à passagers est accepté comme prix du passage.
Autres baladeuses	Au tarif des camions	Un billet d'un livret pour camion de même capacité est accepté comme prix du passage.
Motocyclettes avec ou sans panier	.15	Le livret ou demi-livret mensuel vendu pour automobiles à passagers est accepté sur tous les ponts et durant l'année de calendrier de l'émission.
Autobus:—		
Capacité de 16 passagers90	Les livrets suivants sont vendus pour autobus:
Capacité de 21 passagers	1.10	Capacité de 25 passagers et moins 50 passages \$25.00
Capacité de 29 passagers	1.25	Capacité de plus de 25 passagers 50 passages 30.00
		Ces livrets sont valables durant l'année de calendriers de leur émission sur tous les ponts exploités par la province.
		Toutefois, dans les cas d'autobus voyageant entre deux points situés l'un et l'autre à proximité d'un pont, le ministre étant juge de la suffisance de la proximité de ces points, il pourra être accordé une réduction de 50% sur les taux ci-dessus.
		Dans certains cas spéciaux, là où les autobus ne font que le service interfaubourg ou suburbain et que le prix chargé à chaque passager par la compagnie ou le particulier opérant ce service n'est pas plus élevé que 15¢

en argent par passage simple, il sera loisible au ministre d'accorder une réduction égale à 75% du tarif régulier.

Tracteurs ou remorqueuses ... 1.00

TARIF SPECIAL

Pour l'avantage des associations s'occupant d'oeuvres sociales et qui organisent des excursions, pique-niques et randonnées en utilisant des autobus, camions ou automobiles fournis gratuitement par leur propriétaire, le taux suivant, pourvu que l'organisation ait obtenu au préalable une permission écrite du ministère, sera en vigueur:

Autobus	30¢ aller-retour
Camions	20¢ aller-retour
Automobiles	10¢ aller-retour

Tarif spécial pour les industries de guerre s'appliquant sur certains ponts, à la discrétion du Ministre.

Camions et automobiles appartenant à ces industries ou la propriété de leurs employés réguliers	20 passages pour \$1.00
Camions et automobiles loués par ces industries	20 passages pour \$2.00
Bicycles appartenant aux employés de ces industries	Un laissez-passer à \$6. par année, à moins que les propriétaires préfèrent se procurer la passe mensuelle à \$1.00

Perception des péages discontinuée sur certains ponts durant l'hiver

Par suite de la fermeture de certaines routes à la circulation des véhicules moteurs durant l'hiver, la perception a été discontinuée sur le pont de Batiscan du 5 janvier 1941 au 31 mars 1941 et sur le pont de Ste-Anne de la Pérade du 9 janvier 1941 au 31 mars 1941.

Recettes

On trouvera au rapport du comptable, chapitre VI, les recettes des ponts.

Autres ponts à péage

La Province n'est pas seule à exploiter des ponts à péage, car quelques-uns sont exploités par des corporations. Nous indiquons ci-dessous ceux dans lesquels le gouvernement est intéressé à combler partie du déficit et en outre à approuver le tarif des péages.

a) Pont Jacques-Cartier, sur le St-Laurent, entre Montréal et la rive sud.

Ce pont est exploité par le Conseil des Ports Nationaux et le Gouvernement de cette province contribue un tiers du déficit annuel de ce pont, sa contribution étant limitée à \$150,000.00.

B) Pont de Grand'Mère.

Ce pont est exploité par la corporation de la Cité de Grand'Mère et le gouvernement contribue 50% du déficit annuel.

Navigation

Certains des ponts à péage exploités par la Province comportent une travée mobile. Tels sont les ponts Mgr Ross, à Gaspé, de Chicoutimi, de Sorel et de Batiscan. Le pont Mgr Ross est celui où la navigation a été la plus active; quant au pont de Batiscan la navigation ayant été nulle, la travée mobile n'a pas été ouverte durant la saison de navigation 1940.

Respectueusement soumis,

Le directeur des ponts à péage,

Ivan E. VALLEE.

REVENUS

Etat des revenus depuis le 1er juillet 1940 au 31 mars 1941

Taxes et Licences:

Loi de la Prévention des Incendies S. R., 1925, ch. 180: ¼ de 1% des primes d'assurance-feu	1,423.98
--	----------

Ponts à péage:

Recettes	\$1,049,559.49	
Moins frais d'exploitation	137,732.00	911,827.49
		<hr/>
		\$ 913,251.47

Ventes de matériaux, etc.:

Divers	1,203.04
--------------	----------

Loyers:

Château Frontenac, Québec	\$ 760.60	
Immeubles: Rues Conroy, St-Amable et St-Eustache, Québec	415.00	
Immeuble à Buckingham	606.00	
Montreal Tramways	100.00	
Williams Thomas	25.00	
Bell Telephone Co.	127.00	
Yamaska Telephone Co.	10.00	
Immeuble, 57 Grande-Allée, Québec	851.00	
Immeuble, Rue Smith, Québec	476.00	
Immeuble, Rue DeVarennnes, Québec	254.00	
Divers	35.00	3,659.60

Divers:

Revenu casuel	\$ 4,277.08	
Moins remboursement	240.00	4,037.08
		<hr/>
		<u>\$ 922,151.19</u>

Etat des dépenses depuis le 1er juillet 1940 jusqu'au 31 mars 1941

DEPENSES ORDINAIRES

Loi du service civil:

Traitements	\$ 242,548.78	
Dépenses d'Administration	6,343.86	248,892.64

Entretien des Edifices publics en général:

Edifices de la Législature et des Départements ..	\$ 218,613.52	
Edifice "D", rue St-Augustin	19,133.37	
Edifice "E", rue St-Augustin	31,587.39	
Spencer Wood	42,039.17	
Musée Provincial	13,386.48	
Serres du Parlement	18,879.98	
Ecoles des Arts Domestiques, Québec	561.83	
Ecole des Beaux-Arts, Québec	84.00	
Ecole des Beaux-Arts, Montréal	300.90	
Commission des Accidents du Travail	1,191.68	
Edifice du Gouvernement, Buckingham	1,277.38	
Edifice du Gouvernement, Trois-Rivières	2,719.03	
Edifice du Gouvernement, Matane	2,656.82	
Edifice Samson, Québec	2,319.31	
Edifice "F" (Ecole Protestante)	15,440.04	
Unité Sanitaire, Farnham	535.30	
Café du Parlement	2,622.88	
Edifices, A, B, C, D E	63,380.34	
Edifices loués pour bureaux dans la Province	163,368.44	600,097.86

Nettoyage des bureaux	\$ 86,545.84
Taxes d'eau	32,330.11
Dépenses de voyage	24,992.35
Bureau de poste	6,255.92
Ecoles normales	2,470.52
Bureaux du Gouvernement, Montréal	41,945.50

Palais de Justice et Prisons (Entretien et réparations)

District	Chef-lieu		
Iles de la Madeleine ...	Amherst	\$	66.88
Abitibi	Amos (P. de J.)		1,139.29
Abitibi	Amos (Prison)		1,502.25
Arthabaska	Arthabaska		3,027.91
Pontiac	Campbell's Bay		193.20
Chicoutimi	Chicoutimi (P. de J.)		1,339.52
Chicoutimi	Chicoutimi (Prison)		123.00
Hull	Hull (P. de J.)		1,609.25
Hull	Hull (Prison)		680.00
Joliette	Joliette		665.00
Charlevoix	La Malbaie		2,122.13
Rimouski	Matane		463.29
Montcalm	Mont-Laurier		701.10
Montmagny	Montmagny		469.95
Montréal	Montréal (Morgue)		240.00
Montreal	Montréal (P. de J.)		11,956.07

District	Chef-lieu		
Montréal	Montréal (Prison)	17,008.50	
Montréal	Montréal (P. des Fem.)	10,742.91	
Gaspé	New-Carlisle	218.80	
Gaspé	Percé	9.81	
Québec	Québec (P. de J.)	6,802.34	
Québec	Québec (P. Femmes)	890.23	
Québec	Québec (P. Hommes)	7,142.17	
Rimouski	Rimouski	1,678.57	
Kamouraska	Rivière du Loup	2,335.47	
Roberval	Roberval	2,052.57	
St-François	Sherbrooke (P. de J.)	1,491.35	
St-François	Sherbrooke (Prison)	1,663.13	
Richelieu	Sorel	450.71	
Bedford	Sweetsburg	796.79	
Gaspé	Ste-Anne des Monts	203.16	
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe	365.93	
Iberville	St-Jean	3,106.06	
Terrebonne	St-Jérôme	810.67	
Beauce	St-Joseph	1,433.84	
Terrebonne	Ste-Scholastique	15.00	
Trois-Rivières	Trois-Rivières	1,769.63	
Beauharnois	Valleyfield	126.40	
Pontiac	Ville-Marie	46.55	87,459.43

Loi de la Prévention des Incendies:

S. R., 1925, ch. 180, art. 4 et 11

Octrois	\$ 6,096.50	
Administration	9,733.04	15,829.54
Pont-Routes: Octrois		\$ 39,326.88
Pont-Routes: Entretien		74,820.91
Ponts-Routes: Divers		44,955.31
Ponts à Péages: Entretien		28,347.76
Abolition des ponts à péages dans la cité des Trois-Rivières, 5 Geo. V, ch. 10, art. 1,		4,583.33
Pont Jacques-Cartier Montréal 16 Geo. V, ch. 2, art. 3 et 7		150,000.00
Pont sur le St-Maurice à Grand'Mère, 18 Geo. V, et 22 Geo. V, ch. 8		2,959.10
La Corporation Municipale de St-Louis de Terrebonne et Corporation Municipale de Ste-Rose de Laval, 4 Geo. VI, c. 36		1,897.41

DEPENSES CAPITALES

Ponts-Routes: Octrois	65,578.92
Améliorations et constructions diverses	13,854.50
Entrepôt et garage	14,842.50
Services administratifs de la Province, 2 Geo. VI, ch. 21	84,449.74
vices, administratifs de la Province, 2 Geo. VI, ch. 21	84,449.74
Loi relative à la construction de certains ponts dans la Province	208,611.96
Achats Ponts Plessis-Belair et de Bellefeuille, 4 Geo. VI, c. 33	59,400.00
Achat du pont Ste-Anne de la Pérade, 4 Geo. VI, ch. 35	35,160.00
	\$1,975,608.03

Ministère des Travaux Publics,
le 31 mars 1941.J. A. TAILLON,
Le comptable.

DEUXIÈME PARTIE



RECONSTRUCTION ECONOMIQUE

Québec, le 11 décembre 1941.

L'Honorable monsieur T.-D. Bouchard,

*Ministre de la Voirie et des Travaux Publics,
Président du Bureau de Reconstruction Economique,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.*

Monsieur le Ministre,

A titre de Directeur Général du Bureau de Reconstruction Economique, j'ai l'honneur de vous transmettre les rapports annuels des années fiscales se terminant respectivement le 30 juin 1940 et le 31 mars 1941.

J'ajoute à ces rapports, conformément à vos instructions, une revue rétrospective des différentes lois de chômage depuis le commencement à date, accompagnée de brefs commentaires pour indiquer les différences entre chaque législation, tant au point de vue du Gouvernement du Dominion qu'au point de vue de la Province, d'un tableau des déboursés sous le titre général de Chômage depuis 1930 jusqu'à la fin de la présente année fiscale et d'un tableau comparatif de 1930 à date, donnant le nombre des Corporations Municipales et des chômeurs qui ont bénéficié des octrois, les montants dépensés et le personnel préposé à l'administration.

Cette revue ne comporte que les grandes lignes et les points saillants des ententes mentionnées puisque les déboursés, contenus dans le tableau mentionné ci-dessus, sont déjà donnés dans l'état annuel des Comptes Publics.

Veillez me croire, respectueusement,

Votre tout dévoué,

Michel L. GUIMONT,
Directeur-Général.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1931.

Le 22 septembre 1930, le Gouverneur-en-Conseil sanctionna la nouvelle loi votée par le Parlement Fédéral, appelée "Loi d'Aide aux Chômeurs", et le 26 du même mois par l'arrêté ministériel C. P. 2246, le ministre du Travail du gouvernement du Dominion, l'Honorable Sénateur Robertson, était autorisé à signer une entente avec les provinces, et le Premier Ministre l'Honorable L.-A. Taschereau fut averti de ce fait le 27 septembre.

La Province offrit sa collaboration et dans ce but les Chambres furent convoquées à une session spéciale pendant laquelle fut ratifiée et confirmée l'entente-ci-dessus par la Loi 22, George V, Chapitre 2.

En même temps fut sanctionné l'arrêté ministériel no. 2400, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil à la date du 29 octobre 1930, nommant une Commission composée d'hommes d'affaires et de chefs ouvriers pour étudier les demandes des Corporations Municipales, obtenir des renseignements additionnels et fixer les octrois.

Le compte rendu des activités de la Commission est inclus dans le rapport annuel du Ministre des Travaux Publics pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1931.

Qu'il nous suffise de dire ici que l'entente précitée autorisait une offre de la part du Dominion d'une contribution de 25% du coût des travaux remédiateurs au Chômage et de 1/3 du coût des secours directs. Et les montants accordés par le Comité furent respectivement de \$10,000-088.60 en travaux, \$1,438,930.00 en secours directs, avec une contribution de la part de la Province respectivement de \$2,970,982.50 et de \$485,885.00.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1932.***Entente signée le 17 octobre 1931.***

Une législation analogue à celle de 1930 fut sanctionnée par le Gouverneur-Général en Conseil le 3 août 1931 et une nouvelle entente offerte à la Province avec, en comparaison avec celle de 1930, les légères modifications suivantes:

L'offre de contribution aux seuls travaux municipaux fut étendue aux travaux provinciaux et à la route Trans-Canada sur une base de contribution de 50% par le fédéral et aux travaux de voirie sur une base de contribution de 40%, et une entente à cette fin fut signée le 17 octobre 1931, sous l'autorité de la Loi 22, George V, Chapitre 2.

Le Comité de Chômage de 1930 ayant cessé de fonctionner, les demandes furent étudiées par le soussigné et soumises au directeur du Chômage, monsieur Ivan-E. Vallée.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1933.

Avant même que le Parlement Fédéral ne se fût prononcé, le gouvernement provincial était avisé officieusement que la loi 1931 qui avait cessé d'être en vigueur le 30 avril 1932 serait continuée en ce qui regarde les secours directs seulement.

La raison de ce changement de politique donnée au sous-signé à Ottawa fut qu'il en coûtait de \$10.00 à \$16.00 par jour pour placer un homme au travail, tandis que l'on pouvait nourrir une famille sans aller au-delà de \$5.00 par jour; la différence provenant du coût des matériaux, du transport, de l'expropriation et de la main-d'oeuvre experte, inexistante chez les chômeurs, que comportaient de tels travaux.

Il n'y eut donc pas de nouveaux projets de travaux remédiateurs au Chômage autorisés cette année-là, bien qu'un délai additionnel pour terminer les travaux actuellement en cours fut accordé dans le cas de travaux dont l'interruption serait une perte totale pour la municipalité; d'un tel genre sont les travaux d'égoût, bâtisses, aqueducs, etc., mais non pas les travaux de voirie.

Il en fut de même des travaux de ponts et de murs de protection ou de quais, quand ces travaux donnés à contrat étaient actuellement en construction.

C'est pendant cette année fiscale que commencèrent les travaux dits "en retour des secours", dans certaines municipalités où les autorités municipales refusèrent de donner de l'aide sans exiger un travail équivalent.

Au début de cette année fiscale, le 16 juillet 1932, l'Honorable J.-N. Francoeur, ministre des Travaux Publics et du Travail, signa la première entente dite de Retour à la Terre dont l'administration fut confiée au ministre de la Colonisation, l'Honorable Hector Laferté. Par cette entente, une somme ne dépassant pas \$600.00 par famille pouvait être dépensée pour établir sur des terres, des familles qui autrement recevraient des secours directs. Et ici, la part des intéressés fut 1/3 du coût total dépensé également entre les gouvernement fédéral, provincial et la corporation municipale. Cette entente était pour deux ans.

ANNEE FISCALE se terminant le 30 juin 1934.

Entente signée le 26 juillet 1933.

La nouvelle loi du Chômage sanctionnée le 30 mars 1933 comportait des différences notoires avec les lois précédentes en ce qui concerne les travaux, en ceci que la contribution du gouvernement aux travaux municipaux était fixée à 33 1/3 du coût de la main-d'oeuvre seulement et .50 par jour, par homme pour les travaux de voirie ordinaires et .60 par jour, par homme sur les travaux de la route Trans-Canada.

En plus, cette entente exigeait que l'on présentât à Ottawa des cédules couvrant des projets définis de travaux avant que lesdits projets ne fussent considérés comme étant autorisés sous l'entente.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin, 1935.

Entente signée le 24 octobre, 1934.

En vertu d'une loi fédérale sanctionnée le 20 avril 1934, et l'arrêté ministériel P. C. 2591 du 18 octobre de la même année, une nouvelle entente fut signée le 24 du même mois entre la Province de Québec et le Dominion du Canada.

Cette nouvelle entente comportait une contribution au coût des secours directs mais d'un genre différent à celles autorisées sous les ententes antérieures, puisque cette année, au lieu d'un pourcentage du coût total des secours directs et d'un taux horaire, le Gouvernement Fédéral accordait un octroi mensuel "pour aider à la Province à s'acquitter de la responsabilité constitutionnelle envers le chômage". Un montant de \$600,000.00 fut d'abord fixé pour chacun des mois d'août et septembre, comme avance provisoire sujet à rajustement; plus tard ce montant fut rajusté à \$500,000.00 par mois pour l'année fiscale entière.

Quant aux travaux, la contribution fédérale fut limitée à la route Trans-Canada seulement, et à des projets bien définis qui devaient, au préalable, recevoir l'approbation des autorités fédérales.

Neuf des projets autorisés par l'entente antérieure bénéficièrent d'un délai additionnel nécessaire à leur parachèvement et sous ce titre la Province reçut un octroi du Gouvernement Fédéral de \$748,766.03.

Cette entente prévoit aussi à des camps de concentration pour les sans-asiles dont profitèrent surtout les provinces de l'ouest.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1936.

Il n'y eut pas d'entente formelle signée entre les deux gouvernements en l'année fiscale se terminant le 30 juin 1936 à l'exception d'un octroi "pour aider à la Province à s'acquitter de sa responsabilité constitutionnelle envers le Chômage", octroi qui fut de \$500,000.00 d'avril à novembre 1935, et \$875,000.00 de décembre à mars 1936, par une lettre du Ministre du Travail du Dominion à la date du 23 décembre 1935.

Cette entente, laissant à la Province toute latitude pour fixer le pourcentage de dépenses en secours directs à être payé par les Corporations Municipales, la Province se substitua graduellement aux dites Corporations en tenant compte de la situation financière de ces dernières, telle qu'établie par la Commission Municipale de Québec.

Dans les municipalités en défaut, la distribution des secours directs se fit même sous le contrôle direct des officiers de cette Commission.

Cette collaboration entre ces officiers et nous devint toutefois un fait accompli lorsque le Service du Chômage passa au Ministère des Affaires Municipales, avec la nomination à la date du 23 mars 1936 de l'Honorable T.-D. Bouchard, ministre des Terres et Forêts et des Affaires Municipales, et que la distribution des secours directs par le Ministère de la Colonisation, englobée dans le Service du Chômage, fut placée sous le contrôle unique mentionné ci-dessus.

Tous les projets commencés bénéficièrent du délai additionnel nécessaire à leur parachèvement, mais il n'y eut pas de contribution nouvelle et directe au coût des travaux de la part des gouvernements.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1937.

Une entente signée le 27 juillet par l'honorable T. D. Bouchard, au nom de la Province, était destinée à faciliter le transport dans les régions minières et à remédier au Chômage jusqu'à une certaine mesure car bien que cette entente, différente des autres ententes antérieures, n'insistait pas sur l'emploi de chômeurs nécessaires, elle stipulait toutefois l'emploi de journaliers sans-travail résidents du district minier en donnant la préférence à ceux d'entre eux qui avaient des responsabilités familiales.

Le montant de la contribution fédérale fut de \$350,000.00 à condition que la Province fournît un montant égal en plus des frais d'administration. Cette entente fut contrôlée et administrée par le Département des Mines.

Une autre entente signée le 6 août par l'honorable T. D. Bouchard et comportant une liste de 91 projets de travaux de voirie et de construction de ponts, n'eut pas de suite à cause de la période électorale.

Le 26 août 1936, le gouvernement Duplessis entra en fonctions et l'honorable William Tremblay, choisi comme ministre du Travail et administrateur de la Loi du Chômage, signait le 24 septembre une nouvelle entente, destinée à remplacer celle mentionnée ci-dessus, pour 45 projets de voirie et de ponts, avec effet rétroactif au 1er avril 1936.

Par cette entente, le gouvernement fédéral offrait à la Province un octroi mensuel en aide aux nécessaires de \$743,750.00 pour avril, mai et juin 1936; \$669,375.00 par mois jusqu'à la fin de l'année fiscale fédérale, c'est-à-dire jusqu'à avril 1937.

Des représentations furent faites à Ottawa pour obtenir une contribution fédérale aux travaux municipaux, telle qu'accordée au début de la législation du Chômage et le gouvernement fédéral signa le 3 novembre une nouvelle entente avec la Province couvrant 68 projets de travaux municipaux, en même temps que la continuation comme projets provinciaux des entreprises municipales remédiatrices au chômage suspendues depuis 1933. Les dépenses de cette année fiscale sont données dans le tableau des déboursés ci-annexé.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1938.*Année fiscale 1937-38*

L'entente signée par la Province le 11 septembre, comportait une contribution du Fédéral au coût de la construction de 17 projets de travaux bien définis et dont le total des déboursés est donné dans le tableau ci-annexé et dans l'état des Comptes Publics de l'année fiscale se terminant le 30 juin 1938.

D'autres travaux provinciaux, municipaux ainsi que des travaux de Commission Scolaire et de paroisse furent exécutés par la Province, indépendamment des ententes avec le Fédéral et sans tenir compte des restrictions et des règlements définissant le chômeur nécessiteux. Le tout tel que produit dans l'état des Comptes Publics du Ministère du Travail.

En plus, le Gouvernement Fédéral offrait un octroi mensuel de secours directs à la Province pour l'aider à s'acquitter de sa responsabilité constitutionnelle envers le Chômage, de \$500,000.00 pour les mois d'avril, mai et juin 1937 et de \$410,000.00 pour les mois de juillet, août et septembre 1937 et \$400,000.00 par mois pour la balance de l'année 1937.

Quant à la contribution fédérale pour les mois de janvier à mars 1938 inclusivement, elle fut couverte par une entente signée le 15 mars 1938 et comportant des différences notoires avec les ententes antérieures en ce que le Gouvernement du Dominion offrait une contribution de 30% du coût des secours directs ou de \$400,000.00 par mois, selon lequel des deux montants serait le moindre, du \$400,000.00 ou du 30%, en plus d'un délai additionnel comportant une contribution du fédéral de \$268,240.84 égale à celle du provincial pour terminer les travaux commencés l'année précédente.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1939.

Le 20 août 1938, le Ministre provincial du Travail signait avec les autorités fédérales une entente comportant une contribution du gouvernement du Dominion de 30% du coût des secours directs, appelée ici "aide matérielle", à être fournie en nourriture, vêtements, combustible et abri aux personnes reconnues comme nécessiteuses, ou en travail équivalent sur des projets à être approuvés au préalable, par le ministre fédéral du travail. Cette contribution de 30% toutefois était limitée à \$400,000.00 par mois.

Il n'y eut pas d'autres contributions du gouvernement fédéral au coût des travaux, mais la Province continua seule en les augmentant considérablement les entreprises commencées les années précédentes, sans toutefois imposer sur ces travaux les restrictions des règlements gouvernant le choix des nécessiteux.

Le 30 mars 1939, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur sanctionnait le bill no. 26 créant le Bureau de Reconstruction Economique comme administrateur de la Loi du Chômage en remplacement du ministre du Travail.

D'après la Loi, (voir 3, George VI, 1939, chapitre 3) les membres de ce bureau étaient ex-officio le ministre de la Voirie, le ministre des Travaux Publics, le ministre du Travail et le Trésorier Provincial avec l'Assistant-Trésorier comme secrétaire.

ANNEE FISCALE finissant le 30 juin 1940.

Avant la fin de l'année fiscale, le 10 mars 1939, le gouvernement de la Province demanda au gouvernement du Dominion, par l'entremise de l'honorable William Tremblay, une contribution de 50% au coût d'un programme de travaux divers de \$39,000,000.00, mais cette demande n'eut pas de suite, et le gouvernement de la Province continua, en les généralisant, son programme de travaux remédiateurs au chômage commencé l'année précédente, sans limiter le choix de la main-d'oeuvre aux chômeurs nécessiteux reconnus par les enquêtes et les règlements.

Toutefois, le 18 août 1939, une entente entre le Dominion et la Province de Québec fut signée par l'honorable Anatole Carignan, ministre de la Voirie, comme représentant du Bureau de Reconstruction Economique.

Cette entente, annexée au présent rapport, comportait d'abord une contribution du gouvernement aux dépenses de secours égale à la contribution de la Province mais limitée à 40% du coût total des secours directs par la Province; ensuite, une contribution de 50% des dépenses faites par la Province en aide matérielle à toutes les personnes nécessiteuses n'ayant pas établi leur domicile dans ladite Province, en même temps qu'une contribution analogue aux personnes nécessiteuses ayant droit de résidence dans la Province de Québec mais actuellement résidant dans une autre province.

Elle autorisait aussi une contribution du gouvernement du Dominion de 50% du coût direct de la main-d'oeuvre employée sur des projets définis à être approuvés par le ministre du Travail fédéral, avant de bénéficier d'une contribution du Dominion, à la condition expresse qu'à l'exception du personnel administratif et de contrôle, les personnes employées seraient des personnes nécessiteuses, certifiées au préalable comme chômeurs dans le besoin, par un comité de trois membres, dont un représentait la Province, l'autre le Fédéral, et l'autre la Corporation Municipale. Sous ce titre, neuf projets bénéficièrent d'une contribution fédérale.

Les dépenses de cette année sont données dans le rapport ci-annexé.

Le 8 novembre 1939, le gouvernemen Godbout entra en fonctions et la présidence du Bureau de Reconstruction Economique fut confiée à l'honorable T. D. Bouchard, ministre de la Voirie et des Travaux Publics.

Québec, le 31 mars 1941.

L'Honorable monsieur T.-D. Bouchard,

*Ministre de la Voirie et des Travaux Publics, et
Président du Bureau de Reconstruction Economique,*

Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des activités du Bureau de Reconstruction Economique pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1941, année pendant laquelle des secours ont été distribués dans 137 municipalités, avec contribution des Gouvernements et des Corporations Municipales comme suit, et dont les détails sont donnés dans l'état des Comptes Publics de la Province:

	Corporations Municipales	Gouvernements	
		Dominion	Provincial
Secours directs	\$1,982,179.63	\$2,116,257.85	\$2,213,345.79
Travaux		100,537.28	250,982.62
Administration			328,726.79
Nombre d'employés au 31 mars '41:— 180.			

par comparaison avec la dernière année fiscale du 1er juillet 1939 au 31 mars 1940, où la distribution dans 152 municipalités fut la suivante:

	Corporations Municipales	Gouvernements	
		Dominion	Provincial
Secours directs	\$2,711,172.18	\$3,679,632.06	\$9,498,823.79
Travaux	7,201.71	219,421.50	7,344,765.59
Administration			681,498.26
Nombre d'employés au 31 mars '40:— 214.			

La contribution du Gouvernement Fédéral, mentionnée ci-dessus, s'est faite en vertu d'une entente, signée le 28 septembre 1940 avec effet rétroactif au 1er avril de la même année, entente par laquelle le Gouvernement du Dominion s'est engagé à

rembourser à la Province 40% du montant total dépensé en secours directs par la Province et ses municipalités, sujet aux conditions de la dite entente et à des règlements convenus entre la Province et ses municipalités. Une partie de ce pourcentage fut absorbée par la Province dans les rares cas de municipalités en défaut ou à la veille de l'être.

Cette entente autorisait aussi une contribution de la part du Dominion de 50% du coût direct de la main-d'oeuvre encourue par la Province pour terminer les projets municipaux autorisés en vertu de l'entente signée le 18 août 1939, contribution qui fut limitée à \$160,388.35.

Au 31 mars 1941, le Dominion avait remboursé à la Province un montant de \$2,116,257.85 en secours directs et \$100,537.28 en travaux, qui ne représente pas toutefois le 40% promis, parce qu'il était impossible de recevoir des Corporations Municipales, de vérifier et de soumettre aux autorités fédérales pour approbation avant la fin de l'année fiscale des dépenses encore en cours pendant la dite année fiscale.

Par contre le Gouvernement Fédéral nous a remboursé cette année pour dépenses d'années antérieures les sommes suivantes: \$1,892,715.71 en secours directs et \$721,808.84 en travaux.

Bien que le dernier des deux tableaux donnés plus haut couvre une période de neuf mois seulement, la réduction des dépenses pendant l'année courante est évidente et est due en partie à l'augmentation des activités industrielles, ferroviaires et commerciales par suite de la guerre.

Mais on ne peut sous-estimer la diminution des dépenses provenant de l'offre d'aide aux seules personnes aptes à travailler, de l'engagement pris par ces dernières de travailler en retour des secours sur les entreprises du Ministère de la Voirie et dans certains cas sur des entreprises municipales et de règlements plus précis qui, sans être arbitraires, sont tout de même de nature à rappeler au chômeur que l'entretien de sa famille est d'abord sa propre responsabilité avant de devenir celle de l'état.

Par contre, le Gouvernement de la Province offrit aussi de rembourser 80% d'une prime au travail fixée après entente entre les Corporations Municipales et le Bureau de Reconstruction Economique, prime destinée à placer les allocations de chômage sur la base des salaires en cours dans la région où s'exécutent les

travaux, le tout suivant un plan de travail gouverné par les instructions suivantes :

- 10: Le Gouvernement aura le droit de faire travailler sur des travaux provinciaux les chômeurs secourus pour un montant au moins égal à 60% des secours payés ;
- 20: Les secourus sont tenus de fournir du travail en retour du secours accordé depuis le 1er juillet 1940 ;
- 30: Les secourus ont le privilège de gagner leur secours d'avance, et les autorités municipales devront leur fournir l'avantage et les facilités de le faire ;
- 40: Les secourus appelés au travail doivent se rendre à l'heure, au jour et à l'endroit fixés, y fournir une journée raisonnable de travail, se conformer à la discipline des chefs, etc., sans qu'il soit permis en aucun cas au chômeur chef de famille de se faire remplacer ; et il incombe aux autorités municipales de s'assurer que les secourus ainsi appelés se rendent au travail. Toute personne qui négligera de se conformer aux instructions ci-dessus, devra être rayée de la liste des secourus ;
- 50: Les allocations de secours doivent être payées suivant l'échelle et les règlements en vigueur ;
- 60: L'allocation additionnelle comme compensation au travail doit faire le sujet d'une réclamation séparée, rédigée sur réception du rapport hebdomadaire du Ministère de la Voirie, et proportionnée au nombre d'heures indiqué sur le dit rapport.
- 70: Dans le cas de perte de temps, causée par la température, le secours est payé en entier, mais l'allocation additionnelle doit être proportionnée au nombre d'heures de travail fournies aux chantiers provinciaux ;

- 80: Lorsqu'un chômeur se sera trouvé un emploi après avoir racheté par du travail aux chantiers provinciaux les allocations de secours reçues depuis le 1er juillet, et lorsque de plus il se sera constitué une réserve, il continuera quand même de toucher chaque semaine les allocations ordinaires de secours jusqu'à épuisement complet de la réserve ainsi constituée;
- 90: Les frais de pension indiqués sur le rapport du Ministère de la Voirie doivent être chargés au compte du secours, car ce dernier doit gagner ses frais de pension par des heures supplémentaires de travail.

Dès la première semaine d'application du dit plan, nous avons constaté qu'un bon nombre de personnes bénéficiant des secours, préféraient renoncer aux allocations de secours et se chercher un emploi dans l'industrie privée. Dans d'autres cas, plus particulièrement dans les cités et villes, des chefs de famille ayant un emploi régulier d'une journée ou deux par semaine se sont contentés de cet emploi régulier et des gains occasionnels disponibles et ont abandonné les secours directs vu que l'obligation de la semaine entière sur les travaux provinciaux les empêchait de "vivre du contribuable" tout en bénéficiant d'emplois temporaires.

Du mois de juillet 1940, alors que le plan est entré en vigueur, au 31 mars 1941, les chômeurs ont fourni au-delà de 301,000 journées d'homme sur les travaux de Voirie alors que les secours gagnés par ceux-ci en salaires ont été d'environ \$1,000,000.00.

Les chômeurs nécessiteux résidant dans la cité de Québec avaient aussi le privilège d'être employés à la construction de l'égout collecteur, travaux entrepris en vertu d'une entente spéciale intervenue entre la Province et le Gouvernement du Dominion le 31 octobre 1940.

Suivant une estimation, le coût total de cette entreprise était fixé à \$2,300,000, la contribution maximum de chacun des gouvernements étant limitée à \$875,000.00.

Au 31 mars 1941, la Cité avait dépensé un montant total de \$204,042.42 dont environ \$155,249.67 payable par les gouvernements.

Dans les autres grandes villes de la Province s'organisèrent aussi graduellement des travaux municipaux spéciaux pour aider aux sans-travail, mais comme les résultats de ces travaux furent peu appréciables avant la fin de l'année fiscale nous ne nous proposons pas de les inclure sur le présent rapport.

L'entente mentionnée au commencement de ce rapport est ci-attachée.

Respectueusement,

Votre tout dévoué,

Michel L. GUIMONT,
Directeur-Général

Bureau de Reconstruction Economique.

TABLEAU COMPARATIF DE 1930 A DATE DONNANT LE NOMBRE DES CORPORA-
TIONS MUNICIPALES ET DES CHOMEURS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DES OCTROIS,
LES MONTANTS DÉPENSES ET LE PERSONNEL PRÉPOSÉ À L'ADMINISTRATION.

PERSONNES SECOURUES

Année	Nombre de				PERSONNEL DU BUREAU			
	Municipalités	Chefs	Dépendants	Seuls	Total	Déboursés	AU	
							31 mars	30 septembre
1930-31	1,080	63,897	264,204		328,101	\$ 2,956,823.21	Bureau ouvert en octobre	
1931-32	558	98,713	578,065	15,771	692,548	19,316,732.15	44	37
1932-33	340	82,055	389,977		472,032	17,501,450.63	50	40
1933-34	312	76,808	280,639		357,447	17,586,917.88	49	71
1934-35	110	76,541	392,456		468,997	32,037,311.64	77	89
1935-36	100	73,593	311,149	13,326	384,742	24,052,830.64	114	115
1936-37	115	75,040	297,932	12,999	385,971	30,851,423.20	88	101
1937-38	138	78,466	275,578	12,479	366,523	24,656,579.98	183	177
1938-39	145	67,318	250,174	10,822	328,314	41,361,576.89	243	306
1939-40	152	68,468	274,950	10,426	353,844	25,032,248.01	349	314
1940-41	137	49,437	201,162	8,081	258,680	4,853,125.83	211	234
1941 (mars à nov)	17	8,358	39,478		47,836	1,019,601.84	180	93
1941 (30 novembre)	5	781	3,905		4,686		62 le 1er décembre.	

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1931

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	38,968.36			38,968.36
TRAVAUX				
Ministère Travaux Publics	739,583.13	713,040.28	732,083.03	2,184,706.44
TOTAL	739,583.13	713,040.28	732,083.03	2,184,706.44
SECOURS DIRECTS				
Ministère Travaux Publics	245,389.08	245,389.06	242,370.27	733,148.41
TOTAL	245,389.08	245,389.06	242,370.27	733,148.41
RESUME				
Travaux	739,583.13	713,040.28	732,083.03	2,184,706.44
Secours directs	245,389.08	245,389.06	242,370.27	733,148.41
	984,972.21	958,429.34	974,453.30	2,917,854.85
Administration	38,968.36			38,968.36
	1,023,940.57	958,429.34	974,453.30	2,956,823.21

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1932

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	94,831.50			94,831.50
TRAVAUX				
Ministère Travaux Publics	4,200,646.37	3,738,752.02	5,106,482.88	13,045,881.27
Entretien Ponts	44,591.35	4,019.58		48,610.93
Voirie	545,828.20	339,990.99		885,819.19
Colonisation	230,121.63	129,066.62		359,188.25
Colonisation — Chemins	1,140,678.66			1,140,678.66
Colonisation — Jardin Zoologique	37,629.10	37,370.90		75,000.00
TOTAL	6,199,495.31	4,249,200.11	5,106,482.88	15,555,178.30
SECOURS DIRECTS				
Ministère Travaux Publics	1,235,318.10	1,139,746.75	1,138,647.56	3,513,712.41
Colonisation	102,320.08	50,689.86		153,009.94
TOTAL	1,337,638.18	1,190,436.61	1,138,647.56	3,666,722.35
RESUME				
Travaux	6,199,495.31	4,249,200.11	5,106,482.88	15,555,178.30
Secours directs	1,337,638.18	1,190,436.61	1,138,647.56	3,666,722.35
	7,537,133.49	5,439,636.72	6,245,130.44	19,221,900.65
Administration	94,831.50			94,831.50
	7,631,964.99	5,439,636.72	6,245,130.44	19,316,732.15

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1933

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	151,414.28			151,414.28
TRAVAUX				
Ministère Travaux Publics	1,621,984.80	2,031,780.16	2,635,216.50	6,288,981.46
Entretien Ponts	8,015.71	29,969.95		37,985.66
Voirie	3,251.60	13,260.79		10,009.19
Colonisation	57,553.92	119,668.24		177,222.16
Bureau Provincial Hygiène	10,998.41	10,998.39		21,996.80
TOTAL	1 695,301.24	2,205,677.53	2,635,216.50	6,536,195.27
SECOURS DIRECTS				
Ministère Travaux Publics	4,032,548.39	3,133,637.30	3,197,185.79	10,363,371.48
Colonisation	295,083.55	155,386.05		450,469.60
TOTAL	4,327,631.94	3,289,023.35	3,197,185.79	10,813,841.08
RESUME				
Travaux	1 695,301.24	2,205,677.53	2,635,216.50	6,536,195.27
Secours directs	4,327,631.94	3,289,023.35	3,197,185.79	10,813,841.08
	6,022,933.18	5,494,700.88	5,832,402.29	17,350,036.35
Administration	151,414.28			151,414.28
	6,174,347.46	5,494,700.88	5,832,402.29	17,501,450.63

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1934

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	273,794.94			273,794.94
TRAVAUX				
Ministère Travaux Publics	106,124.13	100,249.15	108,666.30	315,039.58
Voirie	1,286,170.13	107,592.42		1,393,762.55
Colonisation	1,808.87			1,808.87
Colonisation — Chemins	889,706.64	63,100.35		952,806.99
TOTAL	2,283,809.77	270,941.92	108,666.30	2,663,417.99
SECOURS DIRECTS				
Ministère Travaux Publics	5,283,528.61	4,354,125.60	3,977,194.52	13,614,848.73
Colonisation	582,923.18	295,285.71		878,208.89
Colonisation Aide aux Colons	10,013.61			10,013.61
TOTAL	5,876,465.40	4,649,411.31	3,977,194.52	14,503,071.23
RETOUR A LA TERRE PLAN GORDON	48,866.59	48,900.48	48,866.65	146,633.72
RESUME				
Travaux	2,283,809.77	270,941.92	108,666.30	2,663,417.99
Secours directs	5,876,465.40	4,649,411.31	3,977,194.52	14,503,071.23
Retour à la Terre	48,866.59	48,900.48	48,866.65	146,633.72
	8,209,141.76	4,969,253.71	4,134,727.47	17,313,122.94
Administration	273,794.94			273,794.94
	8,482,936.70	4,969,253.71	4,134,727.47	17,586,917.88

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1935

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	437,824.91			437,824.91
TRAVAUX				
Ministère Travaux Publics	586,526.02	89,987.08	808,991.90	1,485,505.00
Annexe St-Augustin	342,782.97			342,782.97
Voirie	10,021.00	99,531.56		89,510.56
Colonisation	698.28			698.28
Colonisation — Chemins	76,641.11	158,581.55		81,940.44
TOTAL	843,345.16	348,100.19	808,991.90	2,000,437.25
SECOURS DIRECTS				
Ministère Travaux Publics	7,788,252.68	11,472,735.50	8,674,781.61	27,935,769.79
Colonisation	449,999.13	232,999.80		682,998.93
Colonisation Aide aux Colons	822,078.65			822,078.65
Etablissement Aide Cultivateurs	6,299.34			6,299.34
TOTAL	9,066,629.80	11,705,735.30	8,674,781.61	29,447,146.71
RETOUR A LA TERRE PLAN GORDON	50,634.40	50,634.20	50,634.17	151,902.77
RESUME				
Travaux	843,345.16	348,100.19	808,991.90	2,000,437.25
Secours directs	9,066,629.80	11,705,735.30	8,674,781.61	29,447,146.71
Retour à la Terre	50,634.40	50,634.20	50,634.17	151,902.77
	9,960,609.36	12,104,469.69	9,534,407.68	31,599,486.73
Administration	437,824.91			437,824.91
	10,398,434.27	12,104,469.69	9,534,407.68	32,037,311.64

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1936

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	457,243.25			457,243.25
TRAVAUX				
Ministère du Travail	10,352.20	280,946.98	14,425.00	305,724.18
Entretien Ponts	34,994.22			34,994.22
Annexe St. Augustin	954,785.31			954,785.31
Propriétés du Gouvernement	48,133.87			48,133.87
Voirie	5,774.45	3,015.04		8,789.49
Colonisation	647.41			647.41
Colonisation — Chemins	1,432.47			1,432.47
TOTAL	1,056,119.93	283,962.02	14,425.00	1,354,506.95
SECOURS DIRECTS				
Ministère du Travail	6,083,607.66	8,237,537.76	5,906,364.79	20,227,510.21
Colonisation	272,010.56	93,085.94		365,096.50
Colonisation Aide aux Colons	1,621,555.82			1,621,555.82
TOTAL	7,977,174.04	8,330,623.70	5,906,364.79	22,214,162.53
RETOUR A LA TERRE PLAN GORDON	8,865.07	9,026.42	9,026.42	26,917.91
RESUME				
Travaux	1,056,119.93	283,962.02	14,425.00	1,354,506.95
Secours directs	7,977,174.04	8,330,623.70	5,906,364.79	22,214,162.53
Retour à la Terre	8,865.07	9,026.42	9,026.42	26,917.91
	9,042,159.04	8,623,612.14	5,929,816.21	23,595,587.39
Administration	457,243.25			457,243.25
	9,499,402.29	8,623,612.14	5,929,816.21	24,052,830.64

SERVICE DE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1937

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	696,424.54			696,424.54
TRAVAUX				
Ministère du Travail	2,814,111.06	1,629,510.13		4,443,621.19
Annexe St-Augustin	200,813.62			200,813.62
Propriétés du Gouvernement	30,262.23			30,262.23
Chemins Mines	247,930.40	314,999.97		562,930.37
Voirie	876,835.54	563,676.25		1,440,511.79
TOTAL	4,169,952.85	2,508,186.35		6,678,139.20
SECOURS DIRECTS				
Ministère du Travail	7,393,651.22	7,524,375.00	6,460,299.56	21,378,325.78
Colonisation — Aide aux Colons	2,092,494.40	626.37		2,093,120.77
TOTAL	9,486,145.62	7,525,001.37	6,460,299.56	23,471,446.55
RETOUR A LA TERRE PLAN GORDON	1,778.58	1,781.26	1,853.07	5,412.91
RESUME				
Travaux	4,169,952.85	2,508,186.35		6,678,139.20
Secours directs	9,486,145.62	7,525,001.37	6,460,299.56	23,471,446.55
Retour à la Terre	1,778.58	1,781.26	1,853.07	5,412.91
	13,657,877.05	10,034,968.98	6,462,152.63	30,154,998.66
Administration	696,424.54			696,424.54
	14,354,301.59	10,034,968.98	6,462,152.63	30,851,423.20

BUREAU DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1938

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	864,725.78			864,725.78
TRAVAUX				
B. R. E. — T. S. D.	6,520,609.24	2,076,308.20	21,582.01	8,618,499.45
B. R. E. — Trav. Entente	1,128,677.60	1,873,580.95		3,002,258.55
Ministere des Mines	227,967.42	329,237.49	9,890.68	567,095.59
Ministere des Travaux Publics	27,750.17			27,750.17
TOTAL	7,905,004.43	4,279,126.64	31,472.69	12,215,603.76
SECOURS DIRECTS				
B. R. E.	4,455,549.58	2,753,691.80	3,686,593.70	10,895,835.08
Colonisation — Aide aux Colons	309,632.54			309,632.54
TOTAL	4,765,182.12	2,753,691.80	3,686,593.70	11,205,467.62
RETOUR A LA TERRE	288,978.89	75,929.70	5,874.23	370,782.82
RESUME				
Travaux	7,905,004.43	4,279,126.64	31,472.69	12,215,603.76
Secours directs	4,765,182.12	2,753,691.80	3,686,593.70	11,205,467.62
Retour à la Terre	288,978.89	75,929.70	5,874.23	370,782.82
	12,959,165.44	7,108,748.14	3,723,940.62	23,791,854.20
Administration	864,725.78			864,725.78
	13,823,891.22	7,108,748.14	3,723,940.62	24,656,579.98

BUREAU DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1939

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	1,027,582.43			1,027,582.43
TRAVAUX				
B. R. E. — T. S. D.	22,943,199.20	1,674,888.25	199,682.15	24,817,769.60
B. R. E. — T. Entente	23,433.57	85,427.36		61,993.79
Colonisation	868,538.36			868,538.36
Mines	149,957.40	250,005.96	19,759.32	419,722.68
Travaux Publics	252,008.30			252,008.30
TOTAL	24,190,269.69	2,010,321.57	219,441.47	26,420,032.73
SECOURS DIRECTS				
B. R. E.	6,662,074.09	2,575,111.75	3,446,078.99	12,683,264.83
Colonisation — Aide aux Colons	362,338.84			362,338.84
TOTAL	7,024,412.93	2,575,111.75	3,446,078.99	13,045,603.67
RETOUR A LA TERRE	563,564.19	289,477.84	15,316.03	868,358.06
RESUME				
Travaux	24,190,269.69	2,010,321.57	219,441.47	26,420,032.73
Secours directs	7,024,412.93	2,575,111.75	3,446,078.99	13,045,603.67
Retour à la Terre	563,564.19	289,477.84	15,316.03	868,358.06
	31,778,246.81	4,874,911.16	3,680,836.49	40,333,994.46
Administration	1,027,582.43			1,027,582.43
	32,805,829.24	4,874,911.16	3,680,836.49	41,361,576.89

BUREAU DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 30 juin 1940

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION				
Bureau de Reconstruction Economique	504,512.63			504,512.63
Auditeur	100,246.59			100,246.59
Colonisation	76,739.04			76,739.04
TOTAL	<u>681,498.26</u>			<u>681,498.26</u>
TRAVAUX				
B. de R. E. Travaux Secours directs	5,974,599.41			5,974,599.41
B. de R. E. Travaux Entente Fédérale	486,655.88			486,655.88
Colonisation — Travaux Chemins	558,177.93			558,177.93
Mines — Chemins	118,750.20	219,421.50	7,201.71	345,373.41
Travaux Publics — Diverses constructions ...	206,582.17			206,582.17
TOTAL	<u>7,344,765.59</u>	<u>219,421.50</u>	<u>7,201.71</u>	<u>7,571,388.80</u>
SECOURS DIRECTS				
Bureau de Reconstruction Economique	9,165,872.29	3,600,319.90	2,711,172.18	15,477,364.37
Colonisation — Aide aux Colons	332,951.50	79,312.16		412,263.66
TOTAL	<u>9,498,823.79</u>	<u>3,679,632.06</u>	<u>2,711,172.18</u>	<u>15,889,628.03</u>
RETOUR A LA TERRE	<u>296,577.80</u>	<u>296,577.79</u>	<u>296,577.33</u>	<u>889,732.92</u>
RESUME				
Travaux	7,344,765.59	219,421.50	7,201.71	7,571,388.80
Secours directs	9,498,823.79	3,679,632.06	2,711,172.18	15,889,628.03
Retour à la Terre	296,577.80	296,577.79	296,577.33	889,732.92
	<u>17,140,167.18</u>	<u>4,195,631.35</u>	<u>3,014,951.22</u>	<u>24,350,749.75</u>
Administration	681,498.26			681,498.26
	<u>17,821,665.44</u>	<u>4,195,631.35</u>	<u>3,014,951.22</u>	<u>25,032,248.01</u>

BUREAU DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

Année fiscale finissant le 31 mars 1941 (9 mois)

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION				
Bureau de Reconstruction Economique	286,306.88			286,306.88
Auditeur	5,903.52			5,903.52
Colonisation	36,516.39			36,516.39
TOTAL	328,726.79			328,726.79
TRAVAUX				
B. de R. E. Travaux Secours directs	150,436.43			150,436.43
Remboursements pour année antérieure:				
Municipalités	241,999.08			241,999.08
Fédéral	500,000.00			500,000.00
B. de R. E. Travaux Entente	100,546.18	100,537.28		201,083.47
Remboursements pour année antérieure:				
Fédéral	221,808.84			221,808.84
TOTAL	712,825.30	100,537.28		612,288.02
SECOURS DIRECTS				
Bureau de Reconstruction Economique	2,213,228.61	2,110,064.07	1,982,179.63	6,305,472.31
Internés	117.18	6,193.78		6,310.96
Remboursements pour année antérieure:				
Fédéral	1,384,331.12			1,384,331.12
Fédéral	508,384.59			508,384.59
Cité de Montréal	159,390.49			159,390.49
Colonisation — Aide aux Colons	161,239.59	2,116,257.85	1,982,179.63	4,259,677.07
TOTAL	346,114.19	2,116,257.85	1,982,179.63	4,444,551.67
Colonisation — Retour à la Terre	422,269.82	218,953.22	50,912.35	692,135.39
RESUME				
Travaux	712,825.30	100,537.28		612,288.02
Secours directs	346,114.19	2,116,257.85	1,982,179.63	4,444,551.67
Retour à la Terre	422,269.82	218,953.22	50,912.35	692,135.39
Administration	55,558.71	2,435,748.35	2,033,091.98	4,524,399.04
	328,726.79			328,726.79
	384,285.50	2,435,748.35	2,033,091.98	4,853,125.83

BUREAU DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE

DEBOURSES POUR VENIR EN AIDE AUX CHOMEURS

du commencement au 31 mars 1941

	PROVINCIAL	FEDERAL	MUNICIPALITES	TOTAL
ADMINISTRATION	5,053,035.04			5,053,035.04
TRAVAUX				
Min. Trav. P., Travail, Bur. Rec. Econ.				
Travaux Entente	11,549,964.97	10,643,811.39	9,405,865.61	31,599,641.97
Travaux Secours directs	34,846,845.20	3,751,196.45	221,264.16	38,819,305.81
Ministère des Travaux Publics	2,150,719.92	33,989.53		2,184,709.45
Ministère de la Voirie	2,701,335.72	1,127,067.05		3,828,402.77
Ministère des Mines	744,605.42	1,113,664.92	36,851.71	1,895,122.05
Ministère de la Colonisation	3,710,352.16	507,787.66		4,218,139.82
Bureau Provincial d'Hygiène	10,998.41	10,998.39		21,996.80
TOTAL	55,714,821.80	17,188,515.39	9,663,981.48	82,567,318.67
SECOURS DIRECTS				
Min. Trav. P., Travail, Bur. Rec. Econ.				
et Colonisation	54,209,367.79	47,981,002.00	41,422,868.60	143,613,238.39
Colonisation — Aide aux Colons	5,735,939.96	79,312.16		5,815,252.12
Etablissement Aides Cultivateurs	6,299.34			6,299.34
TOTAL	59,951,607.09	48,060,314.16	41,422,868.60	149,434,789.85
Colonisation — Retour à la Terre	1,681,535.34	991,280.91	479,060.25	3,151,876.50
RESUME				
Travaux	55,714,821.80	17,188,515.39	9,663,981.48	82,567,318.67
Secours directs	59,951,607.09	48,060,314.16	41,422,868.60	149,434,789.85
Colonisation — Retour à la Terre	1,681,535.34	991,280.91	479,060.25	3,151,876.50
	117,347,964.23	66,240,110.46	51,565,910.33	235,153,985.02
Administration	5,053,035.04			5,053,035.04
	122,400,999.27	66,240,110.46	51,565,910.33	240,207,020.06

**MEMOIRE D'UNE CONVENTION CONCLUE
LE 18 AOUT 1939.**

PAR

SA MAJESTE LE ROI en sa qualité de souverain du Dominion du Canada (qui est désigné ci-après par ce mot: "Dominion"), représentée dans ce cas par l'honorable Norman McLeod Rogers, ministre du Travail,

PREMIERE PARTIE COTRACTANTE

ET PAR

SA MAJESTE LE ROI usant de ses droits relativement à la province de Québec (qui est désignée ci-après par ce mot: "Province"), représentée dans ce cas par l'honorable Anatole Carignan, ministre de la Voirie,

SECONDE PARTIE CONTRACTANTE

ATTENDU QUE la loi de 1939 d'aide aux chômeurs et à l'agriculture confère à Son Excellence le Gouverneur en conseil le pouvoir de conclure des ententes avec chacune des provinces en ce qui concerne l'atténuation du chômage et du malaise agricole chez elles, ainsi que l'aide aux nécessiteux et porte que des paiements à ces fins seront faits à même les sommes appropriées par le Gouvernement pour l'exercice fiscal se terminant le 31 mars 1940.

ET ATTENDU QU'IL est jugé bon de formuler dans une entente écrite les conditions selon lesquelles seront versées à la province, pendant l'exercice fiscal expirant le 31 mars 1940, les contributions du Dominion relatives aux formes de la susdite atténuation qui seront décrites ci-après:

PAR SUITE les parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

1. Chaque fois qu'on emploiera dans cette convention, ou dans quelque annexe de cette convention, le mot

(a) "Ministre" désignera le ministre du Travail du Canada;

(b) l'expression "aide matérielle" désignera la nourriture, le combustible, les vêtements et le logement (soit le tout, soit une partie) ou, en lieu de ce qui précède de l'argent fourni à des personnes dans le besoin;

(c) l'expression "domicile provincial" (sauf dans les cas où la province a jusqu'à présent approuvé la chose en vertu de dispositions autres que les dispositions indiquées ci-après et dans les cas où la province après la date des présentes, accepte que l'établissement du domicile s'effectue dans un espace de temps moindre que celui qui est indiqué ci-après) désignera le domicile qu'une personne ou une famille ont établi dans la province où cette personne ou bien ces personnes ont en dernier lieu subvenu à leurs besoins par un travail rémunéré, pendant 24 mois avant la date où cette personne (ces personnes) a (ont) demandé ou reçu une aide publique pour la première fois au cours de la durée de cette convention. Aux fins susdites, toute province accordera cette aide ou y contribuera.

2. Le Dominion paiera à la province, sous réserve des conditions, des définitions et des termes contenus dans cette convention, un montant égal à celui dont la province se charge directement en matière de dépenses pour aide matérielle que ladite province et ses municipalités auront faites pendant la période de douze mois allant d'avril 1939 à mars 1940 inclusivement; toutefois, la contribution du Dominion ne pourra dans aucun cas dépasser quarante pour cent (40%) du total de ces dépenses.

3. Le Dominion paiera à la province, sous la réserve des restrictions précédemment indiquées, cinquante pour cent (50%) des dépenses que ladite province fera pour fournir une aide matérielle, pendant la période susdite, à des personnes nécessiteuses vivant dans cette province mais sans y avoir établi leur domicile provincial; et il paiera aussi à la province 50% des dépenses qu'elle aura faites pendant la même période pour donner une aide matérielle à des nécessiteux ayant leur domicile provincial dans ladite province tout en demeurant dans une autre province.

4. Le Dominion paiera à la province, sous la réserve des restrictions précédemment indiquées, cinquante pour cent (50%) du coût direct des travaux, définis dans l'annexe "A" ci-jointe, faits pour l'exécution, pendant la durée de cette convention, de projets approuvés d'améliorations municipales, pourvu que, dans chaque cas, le ministre ait approuvé par écrit une liste ratifiée par la province et contenant une description du projet, l'estimation de son coût total et l'estimation des frais de travail directs qu'il exigera, une description de la situation en ce qui concerne le chômage dans la municipalité intéressée, un certificat de la municipalité et de la province attestant que le projet décrit a pour but principal l'atténuation du chômage et pourvu aussi que la province paie une partie des dépenses de chaque projet approuvé au moins égale à celle que paie le Dominion. Le ministre peut, si la province le lui demande par écrit, annuler tout projet approuvé conformément à la présente convention et y substituer un autre projet, ou d'autres projets, et peut modifier la teneur dudit projet, ou permettre que les soldes de la contribution du Dominion encore inscrits au crédit de n'importe lequel de ces projets soient transférés à un ou plusieurs des autres ayant entraîné ou pouvant entraîner un excédent de dépenses. Il est entendu que les projets de travaux financés, complètement ou partiellement, au moyen de sommes fournies par le Dominion conformément à la loi de 1938 d'aide en matière d'améliorations municipales ne seront pas sujets à une contribution du Dominion en vertu de la présente convention.

5. A ses propres fins et à celles de l'enregistrement national des personnes recevant une aide matérielle, la province s'engage, en son nom et au nom de ses municipalités, à inscrire à part et à identifier dans ses archives et dans celles de ses municipalités les personnes recevant une aide matérielle, ainsi que les personnes qui dépendent de celles-ci, et elle s'engage à faire cela de manière à faciliter ledit enregistrement national, spécialement en ce qui concerne leur aptitude au travail conformément à l'annexe "B" de cette convention; de plus, la province s'engage, en son nom et au nom de ses municipalités, à fournir promptement au Dominion tous les rapports que, chaque mois, celui-ci pourra lui demander pour le maintien dudit enregistrement national.

6. La province consent à exclure des relevés de dépenses d'aide matérielle à soumettre au Dominion en vertu de cette convention, toutes les dépenses des municipalités et des districts dans lesquels les besoins résultant du chômage, de la perte d'emploi, ou bien du malaise agricole, ou de tout cela à la fois, sont et demeurent négligeables, et à transmettre chaque mois au Dominion une liste de ces municipalités et de ces districts.

7. La province s'engage à maintenir en force des règlements domiciliaires tels que aucune personne deviendra incapable d'obtenir une aide matérielle pour avoir perdu son domicile dans une municipalité ou juridiction de cette province avant d'avoir établi domicile dans une autre; elle s'engage de plus à collaborer avec les autres provinces du Dominion selon des principes d'action réciproque en ce qui concerne les nécessiteux dépourvus de domicile provincial dans la province où ils sont généralement dans le besoin; le but de cela c'est qu'aucun habitant du Canada ne devienne incapable d'obtenir une aide matérielle pour avoir perdu domicile dans une province avant d'avoir établi domicile dans une autre.

8. La province devra fixer une somme comme maximum mensuel d'aide matérielle à accorder à chaque famille en particulier; ce maximum sera fondé sur l'estimation du gain d'un homme travaillant comme simple manoeuvre dans cette province, et elle exigera que les municipalités ne dépassent pas le maximum fixé, sauf dans le cas de familles nombreuses ou dans d'autres circonstances spéciales, et alors uniquement en vertu d'une autorisation d'exemption spéciale à chaque cas en particulier, pourvu que ce soit une autorisation obtenue par écrit de la province.

9. Dans chaque cas où le coût de l'octroi d'un "abri" (logement) constitue le tout ou une partie de l'aide matérielle accordée et, par la suite, soumis à une contribution du Dominion, en vertu de la présente convention, il faudra que le coût dudit abri soit "en proportion raisonnable" avec la valeur imposable de la propriété et avec le genre de logement fourni.

10. Afin d'enlever de l'esprit de ceux qui reçoivent une aide matérielle la crainte qu'en acceptant un emploi disponible ils sacrifient la possibilité d'obtenir de l'aide plus tard, quand cela redeviendra nécessaire, et afin de faire en

sorte que les travailleurs saisonniers prélèvent de leurs gains une épargne raisonnable, en prévision du chômage saisonnier, la province s'engage à exiger que toutes les villes et cités inscrites à l'annexe "X" de cette convention fournissent à chacun de leurs administrés cessant de recevoir une aide matérielle pendant la durée de cette convention, par suite de l'obtention de travail rémunéré, un budget raisonnable applicable à l'individu ou à la famille à l'époque où le gagne-pain a du travail rémunéré; elle s'engage à exiger aussi que les personnes redemandant de l'aide produisent avant leur réinscription pour l'obtention d'aide, des états détaillés, certifiés et signés par les employeurs intéressés, de tous les gains qu'elles ont faits depuis qu'elles ont cessé de recevoir de l'aide.

11. Sauf le personnel de surveillance dont les salaires sont exclus en vertu de l'annexe "A", seules les personnes sans travail et nécessiteuses seront employées à l'exécution de projets de travaux autorisés en vertu de cette convention, et ces personnes devront, avant de participer à ces travaux, satisfaire à l'obligation suivante: avoir fait certifier qu'elles sont sans-travail et nécessiteuses par un comité composé d'un représentant de la province, d'un représentant du Dominion et du fonctionnaire municipal chargé de l'administration de l'aide, ou de toute autre personne ayant reçu de la province, avec l'assentiment du Dominion, l'autorisation d'agir au nom de la municipalité; toutefois, en ce qui concerne les municipalités de moins de 5,000 habitants, il sera possible de remplacer ledit comité conformément à une approbation écrite conjointe de la province et du Dominion.

12. Les taux de salaires et les heures de travail de toutes les personnes employées à l'exécution des projets de travaux autorisés en vertu de cette convention devront être conformes à ce qui suit: Il est du devoir de la province de veiller à ce que toutes les personnes à l'emploi d'une municipalité, d'un entrepreneur, d'un sous-entrepreneur ou de toute autre personne exécutant ou entreprenant d'exécuter la totalité ou une partie de ces projets de travaux reçoivent de justes salaires tant que se poursuit le travail; et comme lesdits projets de travaux sont d'une catégorie et d'un caractère tels que le Gouverneur en conseil peut les classer comme "cas spécial", suivant les pouvoirs

conférés en vertu de la section 5 de la loi de 1935 pour les salaires et les heures de travail équitables, il est entendu qu'en général la journée de travail maximum que fournira un employé participant à n'importe lequel de ces projets sera limitée à huit (8) heures; toutefois, dans les cas où la province le jugera bon, il sera possible de dépasser ce maximum, mais en dedans des limites suivantes: jamais un employé ne travaillera plus de quarante-huit heures par semaine en moyenne pendant une période de trois semaines consécutives du calendrier. La province promet qu'il y aura enregistrement complet des heures que chaque employé participant à ces projets travaillera chaque jour et chaque semaine et que les registres seront accessibles aux inspecteurs et vérificateurs du Dominion.

13. Chaque fois que des projets autorisés conformément à cette convention devront être exécutés en vertu de contrats, la province devra soumettre au Dominion pour chaque contrat, des copies certifiées des plans, devis, cahier des charges et du texte même du contrat signé. Et comme condition préalable à l'obligation du Dominion de contribuer en vertu de cette convention au paiement du coût direct du travail sur le projet ou sur une partie quelconque du projet auquel le contrat réfère, il faudra que le Ministre du Travail ait approuvé le contrat par écrit. Les contrats seront octroyés seulement à des personnes domiciliées au Canada, incluant les compagnies, sociétés et entreprises canadiennes établies et fonctionnant au Canada avant le 1er avril 1939, mais excluant toutes les compagnies, sociétés et entreprises canadiennes établies après la dite date; mais à nulle autre.

14. Une partie du salaire à verser à quiconque est employé à des projets de travaux exécutés conformément à cette convention pourra, au gré de la province ou de la municipalité en cause, n'être payable que par versements échelonnés.

15. La province s'engage à exiger de toutes les personnes qui sollicitent une aide à laquelle le Dominion est prié de contribuer suivant cette convention et qui sont domiciliées dans des localités où il y a un bureau ou représentant du service d'emploiement du Canada (sauf s'il s'agit de travailleurs agricoles et de personnes employées à des travaux agricoles) la preuve

qu'elles ont demandé du travail à ce service et que ce service les a enregistrées périodiquement; c'est là une condition préalable à l'octroi de ladite aide.

16. Il est entendu et convenu que toutes les sommes d'argent que la province recevra du Dominion en vertu de cette convention serviront uniquement aux fins de ladite convention, et que les déboursés de la province ne pourront jamais entraîner le paiement de contributions par le Dominion s'il ne sont pas faits en monnaie courante ou par chèques ou traites sur une banque.

17. La province s'engage à ce qu'aucune des sommes disponibles en vertu de cette convention ne sera dépensée sans que l'emploi de cette somme par des autorités municipales soit soumis à un contrôle provincial qui satisfasse le ministre, à moins que la municipalité contribue pour au moins 20 pour cent au total des dépenses faites dans ladite municipalité pendant la durée de cette convention et pour l'aide matérielle.

18. Il est entendu que nul autre qu'une personne domiciliée au Canada n'a droit à de l'aide en vertu de cette convention, et que en regard avec l'éligibilité d'une personne aux secours il n'y aura ni discrimination, ni favoritisme pour des motifs de race, d'opinion religieuse, ou d'affiliation politique.

19. Il est entendu que le Dominion n'accordera aucune contribution aux frais d'administration provinciale ou municipale.

20. La province s'engage à tenir un record adéquat de comptabilité de toutes les dépenses faites au sujet desquelles elle demande la contribution du Dominion, en vertu de cette convention, et cette comptabilité sera distincte de la comptabilité réglementaire de la province tout en étant conciliable avec celle-ci; elle s'engage à communiquer les renseignements, pièces d'archives, documents et dossiers qui auront trait directement ou indirectement aux susdites dépenses, ou bien à l'application de ladite convention, et que des fonctionnaires du Dominion pourront

juger nécessaires aux vérifications et examens complets de comptes ayant rapport à ces dépenses.

21. La province s'engage, en ce qui concerne chaque état de dépenses municipales produit en vertu de cette convention, relativement à la contribution du Dominion, à voir à ce que la municipalité faisant la dépense ait tenu en cette matière une comptabilité adéquate, bien distincte de bien que faisant partie de la comptabilité régulière de la Province; la Province s'engage aussi à fournir telle information et produire tels records, documents, filières ayant trait directement ou indirectement aux dites dépenses ou à l'administration de la dite entente que les officiers du Dominion peuvent juger nécessaires à la vérification ou à l'audition complète.

22. Il est entendu que lorsqu'ils seront produits pour une contribution du Dominion, suivant cette convention, les relevés de comptes des dépenses faites par la province seront accompagnés du certificat de l'Auditeur provincial et faits sur les formules que le commissaire fédéral du chômage pourra indiquer de temps à autre.

23. Il est entendu et convenu que le Dominion ne sera tenu de verser une contribution dans nul cas où la réclamation de contribution pour dépenses, faite par la province en vertu de cette convention, ne lui aura pas été communiquée dans les cent vingt jours suivant le dernier jour du mois au cours duquel aura été effectuée la dépense mentionnée dans la réclamation.

24. Il est entendu que le commissaire fédéral du chômage peut en tout temps faire faire un examen de toute distribution d'aide ou de tout projet de travaux objet de contribution, en vertu de cette convention, et que la province facilitera le plus possible toute enquête de cette nature.

25. Il est entendu que la province fournira tous les rapports, statistiques ou autres, relatifs aux matières de cette convention, qui pourront lui être demandés de temps à autre.

26. Cette convention sera rétroactive: elle comptera à dater du 1er avril 1939 inclusivement; elle expirera le 31 mars 1940.

EN FOI DE QUOI l'honorable Norman McLeod Rogers, ministre du Travail a apposé à cette convention sa signature, au nom du Dominion du Canada, et l'honorable Anatole Carignan, ministre de la Voirie, y a apposé sa signature au nom de la province de Québec.

*SIGNE au nom du
Dominion du Canada
par l'honorable* **NORMAN McLEOD ROGERS**
*Norman McLeod Rogers, ministre
du Travail, en présence de*

H. HEREFORD

*SIGNE au nom de la
province de Québec
par l'honorable* **ANATOLE CARIGNAN**
*Anatole Carignan,
ministre de la Voirie.*

LA LOI DE 1939 D'AIDE AUX CHOMEURS ET
A L'AGRICULTURE

DOMINION-QUEBEC

CONVENTION D'AIDE MATERIELLE ET
D'AMELIORATIONS CIVILES

ANNEXE "A"

Aux fins de cette convention, les "frais de travail directs" ne comprendront que les salaires gagnés par la main-d'oeuvre embauchée conformément au paragraphe 11 de cette convention et seront calculés sur les bordereaux de paie certifiés par les autorités municipales et (ou) provinciales et par le représentant du Dominion; et il est entendu, suivant le paragraphe 12 de cette convention, que la journée de travail maximum de tout employé sera limitée à huit heures, sauf dans les cas où la province jugera bon que ledit maximum puisse être dépassé, mais dans aucun cas un employé, quel qu'il soit, ne travaillera plus de 48 heures par semaine dans une période de trois semaines consécutives; il est de plus entendu que de justes salaires seront payés conformément audit paragraphe 12.

Les salaires gagnés par les contremaîtres et les pointeurs embauchés suivant le paragraphe 11 de cette convention et employés uniquement à un projet se rapportant à ladite convention seront considérés comme des "frais de travail directs", mais nuls autres frais de surveillance ne seront considérés comme frais de la susdite catégorie.

Les "frais de travail directs" comprendront les salaires gagnés par les charretiers et les conducteurs de camions, mais ne comprendront ni le louage des attelages ou des camions, ni le coût de la nourriture des attelages, du combustible et de l'huile des camions, ni les frais comme ceux de la papeterie, de la publicité, de l'assurance contre les accidents de travail.

**LA LOI DE 1939 D'AIDE AUX CHOMEURS ET
A L'AGRICULTURE**

DOMINION-QUEBEC

**CONVENTION D'AIDE MATERIELLE ET
D'AMELIORATIONS CIVILES**

ANNEXE "B"

Aux fins du paragraphe 5 de la convention ci-jointe, les personnes (autres que les cultivateurs et les personnes qui sont à leur charge) recevant une aide matérielle, ou les personnes en faveur desquelles cette aide est payée ou fournie (qu'elles soient à la tête d'une famille, ou à la charge de chefs de famille, ou des individus sans soutien et n'ayant personne à leur charge) seront classées chacune selon son aptitude au travail, pourvu qu'elles aient atteint l'âge de 16 ans et NE soient PAS comprises dans une des catégories suivantes:

- (I) femmes de chefs de famille recevant de l'aide;
- (II) enfants de familles recevant de l'aide lorsque ces enfants fréquentent encore l'école assidûment durant l'année scolaire;
- (III) les personnes âgées qui sont à la charge de chefs de famille recevant de l'aide: père, mère, tante, oncle, beau-père, belle-mère, et autres;
- (IV) les enfants incurablement difformes ou infirmes de familles recevant de l'aide.

Toutes les personnes de 16 ans ou plus non comprises dans les susdites classes exclues seront classées dans une des trois catégories d'aptitude au travail, c'est-à-dire celles des INAPTES, des PARTIELLEMENT APTES et des PLEINEMENT APTES.

Aux susdites fins, les trois catégories d'aptitude au travail se définissent ainsi:

LES PERSONNES INAPTES sont celles qui se trouvent plus ou moins définitivement empêchées de chercher ou d'accepter un travail rémunéré à cause de défauts physiques, de maladies mentales, d'infirmités du vieil âge (ici, âge signifie 70 ans ou plus), d'alcoolisme, de toxicomanie; et dans le cas de femmes, il faut inclure celles qui sont veuves ou séparées de leur mari et les mères non mariées, qui ont besoin de tout leur temps pour s'occuper comme il convient des êtres à leur charge; toutefois il ne faut pas considérer comme une inaptitude totale l'incapacité temporaire résultant par exemple d'une maladie ou d'une convalescence consécutive à une opération chirurgicale;

LES PERSONNES PARTIELLEMENT APTES sont celles que rien n'empêche tout à fait de chercher ou d'accepter un travail rémunéré mais chez qui l'aptitude au travail ou la libre disposition du temps est restreinte par l'une des causes d'inaptitude indiquées au paragraphe précédent;

LES PERSONNES PLEINEMENT APTES sont celles à qui on peut confier immédiatement du travail et qui tant physiquement que mentalement sont capables d'accepter une occupation rétribuée.

**LA LOI DE 1939 D'AIDE AUX CHOMEURS ET
A L'AGRICULTURE**

DOMINION-QUEBEC

**CONVENTION D'AIDE MATERIELLE ET
D'AMELIORATIONS CIVILES**

ANNEXE "X"

(citée au paragraphe 10 de la convention)

**MEMOIRE D'UNE CONVENTION CONCLUE
CE 28 SEPTEMBRE 1940**

PAR

SA MAJESTE LE ROI agissant en sa qualité de souverain du DOMINION DU CANADA (ci-après désigné par ce mot: "Dominion"), représentée dans ce cas par l'honorable Norman A. McLarty, ministre du Travail,

PREMIERE PARTIE CONTRACTANTE

ET

SA MAJESTE LE ROI usant de ses droits relatifs à la province de Québec (ci-après désignée par ce mot: "Province"), représentée dans ce cas par l'honorable T. D. Bouchard, ministre de la Voirie et des Travaux publics, président du Bureau de reconstruction économique,

SECONDE PARTIE CONTRACTANTE

ATTENDU QUE la loi de 1940 d'aide aux chômeurs et à l'agriculture confère à Son Excellence le Gouverneur en conseil le pouvoir de conclure des ententes avec chacune des provinces

afin, notamment, de compléter les mesures prises par les provinces pour donner de l'aide aux nécessiteux, et porte que des paiements à ces fins seront faits à même les sommes d'argent que le Parlement aura appropriées à l'exercice fiscal se terminant le 31 mars 1941;

ET ATTENDU QU'IL est jugé bon de formuler dans une entente écrite les conditions suivant lesquelles le Dominion pourra, pendant l'exercice fiscal se terminant le 31 mars 1941, verser des contributions à la province relativement aux modes du susdit complément ci-après décrits;

PAR SUITE les parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

1. Chaque fois qu'on l'emploiera dans cette convention, ou dans toute annexe à cette convention, le mot

(a) "ministre" désignera le ministre du Travail du Canada;

(b) l'expression "secours direct" (aide matérielle) signifiera de la nourriture, du combustible, des vêtements et un abri ou logement — ou bien une partie de tout cela, — ou au lieu de tout cela, de l'argent, ou bien des certificats convertibles en argent, lorsque ces choses seront données à des nécessiteux pour les aider;

(c) l'expression "domicile provincial" désignera le domicile qu'un individu ou une famille établissent dans une province canadienne ou dans les Territoires du nord-ouest, ou dans quelque parc national (1) parce qu'ils y ont séjourné en dernier lieu et en y subvenant à leurs besoins (par un travail rémunéré) durant vingt-quatre mois avant la date à laquelle ils ont pour la première fois demandé ou reçu une aide publique pendant la durée de cette convention (aux fins de ladite convention, il s'agit d'une aide fournie par une province ou par le Dominion, ou à laquelle l'un ou l'autre a contribué); (2) parce qu'ils ont et gardent un foyer dans la province, à n'importe quel moment pendant la durée de cette convention, dans une propriété qu'ils ont achetée pour s'y loger, — quelles que soient la date ou les conditions de l'achat, ou la durée de leur occupation de cette

propriété; d'autre part, dans les cas où l'une des susdites administrations a accepté ou approuvé, avant le 1er avril 1940, ou encore accepte ou approuve pendant la durée de cette convention, que le domicile d'un individu ou d'une famille soit établi en vertu de dispositions autres que les dispositions susdites, le domicile en question sera accepté comme établi aux fins de cette convention.

2. Sous la réserve des conditions et définitions de cette convention, le Dominion paiera à la province quarante pour cent (40%) des dépenses totales de secours direct (aide matérielle) que la province et ses municipalités auront faites pendant la période allant du 1er avril 1940 au 31 mars 1941 inclusivement, relativement à des personnes alors domiciliées dans la province et y ayant un domicile provincial, ou il lui paiera un montant égal à celui dont la province se chargera directement quant à ces dépenses; il lui paiera le moins considérable des deux montants. Il est entendu que le grand total que le Dominion paiera en ce qui concerne ces dépenses et celles qu'indique le paragraphe suivant celui-ci ne devra pas dépasser cinq millions de dollars (\$5,000,000) de toute manière.

3. Sous les réserves précédemment énoncées, ce sera suivant les dispositions ci-après indiquées que le Dominion fera des paiements à la province en ce qui concerne les dépenses effectuées par la province pour le secours direct (aide matérielle) accordé pendant la période susdite à des nécessiteux vivant dans la province:

- (1) 100% de ces dépenses dans les cas où les personnes ont, à ce moment-là, dans les Territoires du nord-ouest ou dans quelque parc national, la qualité de domicilié provincial définie au paragraphe 1 de cette convention;
- (2) 50% de ces dépenses dans les cas où les personnes ont à ce moment-là, un domicile provincial dans une autre province ou n'ont aucun domicile provincial vérifiable,

et de même, il paiera à la province 50% de dépenses d'aide analogues que la province aura faites, dans ladite période, relativement à des nécessiteux ayant domicile provincial dans la pro-

vince, mais qui sont généralement dans le besoin dans une autre partie du territoire canadien. De même, la province s'engage à payer au Dominion 50% de toute dépense faite par l'administration du Dominion, celle des Territoires du nord-ouest ou celle d'un parc national pour fournir de l'aide de cette nature, pendant la susdite période, à n'importe quelle personne ayant domicile provincial dans la province mais qui est généralement nécessaire dans les Territoires en question ou dans un des parcs nationaux.

4. Le Dominion paiera à la province, sous la réserve des conditions précédemment énoncées, cinquante pour cent (50%) des frais de travail directs que la province aura faits pour compléter, pendant la durée de cette convention, les projets d'améliorations municipales autorisés en vertu de la convention d'aide matérielle conclue par le Dominion et la province le 18 août 1939 et spécifiquement inscrits à l'annexe "X" de cette entente. Il est entendu que les conditions spéciales de ladite annexe seront applicables à l'achèvement des dits projets aussi complètement et effectivement que si elles étaient contenues dans la présente convention et il est en outre entendu que la contribution maximum du Dominion à l'achèvement desdits projets d'améliorations municipales ne devra pas dépasser \$160,388.35.

5. Il est entendu que quiconque ne demeure pas au Canada n'a pas droit à de l'aide en vertu de cette convention, et que, en ce qui concerne l'acceptabilité au point de vue de cette aide, il ne sera fait aucune distinction pour ou contre quelqu'un, pour des motifs de nationalité, de race, d'opinions religieuses ou d'adhésion politique.

6. La province s'engage à tenir en vigueur des règlements domiciliaires tels que personne ne deviendra incapable d'obtenir du secours direct (une aide matérielle) pour avoir perdu son domicile dans une municipalité ou juridiction de cette province avant d'avoir établi domicile dans une autre; elle s'engage de plus à collaborer avec le Dominion et les autres provinces du Dominion en vue d'arriver à l'uniformité et à la réciprocité de méthode et d'action à l'égard des nécessiteux dépourvus de domicile provincial dans la juridiction provinciale fédérale ou territoriale où ils sont généralement dans le besoin; le but de cela c'est que nul habitant du Canada ne soit ou ne devienne

incapable d'obtenir du secours direct (aide matérielle) pour avoir perdu son domicile provincial dans une juridiction avant de l'avoir établi dans un autre. .

7. Il est entendu que le Dominion ne sera tenu d'accorder aucune contribution pour les frais d'administration que la province ou ses municipalités paieront relativement à cette convention.

8. La province consent à exclure des relevés de dépenses de secours direct (aide matérielle) à soumettre au Dominion, en vertu de cette convention, toutes les dépenses des municipalités et des districts dans lesquels les besoins résultant du chômage, de la perte d'emploi, ou bien du malaise agricole, ou de tout cela à la fois, sont et demeurent négligeables, et à transmettre chaque mois au Dominion une liste de ces municipalités et de ces districts.

9. A ses propres fins et à celles de l'enregistrement national des personnes recevant du secours direct (une aide matérielle), la province s'engage, en son nom et au nom de ses municipalités, à inscrire à part et à identifier dans ses archives et dans celles de ses municipalités les personnes recevant du secours direct (une aide matérielle), ainsi que les personnes qui sont à la charge de celles-ci, et elle s'engage à faire cela de manière à faciliter ledit enregistrement national, spécialement en ce qui concerne leur aptitude au travail conformément à l'annexe "A" de cette convention; de plus, la province s'engage, en son nom et au nom de ses municipalités, à fournir promptement au Dominion tous les rapports que, chaque mois, celui-ci pourra lui demander pour le maintien dudit enregistrement national.

10. La province devra fixer une somme comme maximum mensuel, trimestriel ou semestriel de secours direct (aide matérielle) à accorder à toute famille *en particulier*; ce maximum sera fondé sur l'estimation du gain d'un homme travaillant comme simple manoeuvre dans cette province pendant la période déterminée; et elle exigera que les municipalités ne dépassent pas le maximum fixé, sauf dans le cas de familles nom-

breuses ou dans d'autres circonstances spéciales, et alors uniquement en vertu d'une autorisation d'exemption spéciale à chaque cas en particulier, pourvu que ce soit une autorisation obtenue par écrit de la province.

11. Afin d'enlever de l'esprit de ceux qui reçoivent du secours direct (une aide matérielle) la crainte qu'en acceptant le travail qu'ils pourraient trouver ils sacrifient la possibilité d'obtenir de l'aide plus tard, quand cela redeviendra nécessaire, et pour faire en sorte que les travailleurs saisonniers prélèvent de leurs gains une épargne raisonnable, en prévision du chômage saisonnier, la province s'engage à exiger que toutes les villes et cités inscrites à l'annexe "Y" de cette convention fournissent à chacun de leurs administrés cessant de recevoir du secours direct (une aide matérielle) pendant la durée de cette convention, par suite de l'obtention de travail rémunéré, un budget raisonnable applicable à l'individu ou à la famille à l'époque où le gagne-pain a du travail rémunéré; elle s'engage à exiger aussi que les personnes redemandant de l'aide produisent, avant leur réinscription pour l'obtention d'aide, des états détaillés, certifiés et signés par les employeurs intéressés, de tous les gains qu'elles ont faits depuis qu'elles ont cessé de recevoir de l'aide, ainsi qu'une explication satisfaisante de la dépense qu'elles en ont faite, si au total ces gains dépassent sensiblement ce que le secours direct (aide matérielle) ou gagne-pain, et, s'il y en a, aux personnes à sa charge, aurait coûté dans la période pendant laquelle cette (ces) personne (s) n'a (n'ont) pas été inscrite (s) sur la liste des secourus.

12. Dans tout cas où le coût de l'octroi d'un "abri" ou logement constitue la totalité ou une partie du secours direct (aide matérielle) accordé et, par la suite, signalé pour l'obtention d'une contribution du Dominion en vertu de la présente convention, il faudra que le coût dudit abri ou logement soit "raisonnablement en rapport" avec leur valeur taxée de la propriété dont il s'agit et avec le genre de logement fourni.

13. La province s'engage à exiger de toutes les personnes partiellement ou pleinement aptes au travail, qui sollicitent une aide à laquelle le Dominion est prié de contribuer suivant

cette convention, et qui sont domiciliées dans des localités où il y a un bureau ou représentant du service d'emploiement du Canada (sauf s'il s'agit de travailleurs agricoles résidant et de personnes employées à des travaux agricoles) la preuve qu'elles ont demandé du travail à ce service et que ce service les a enregistrées périodiquement; et cela constitue des conditions préalables à l'octroi de ladite aide.

14. Il est entendu et convenu que toutes les sommes d'argent que la province recevra du Dominion en vertu de cette convention serviront uniquement aux fins de ladite convention, et que les déboursés de la province ne pourront jamais entraîner le paiement de contributions par le Dominion si ces déboursés, jusqu'à concurrence du montant des contributions du Dominion qui s'y rapportent, ne sont pas faits au moyen d'instruments de paiement légaux: monnaie libératoire, chèques ou autres effets tirés sur une banque privilégiée.

15. La province promet que nulle somme d'argent disponible en vertu de cette convention ne sera dépensée sans que l'usage de cette somme par des autorités municipales soit soumis à l'exercice d'un contrôle provincial qui satisfasse le ministre, à moins que la municipalité contribue pour au moins 20 pour cent au total des dépenses faites dans ladite municipalité pendant la durée de cette convention, pour secours direct (aide matérielle).

16. La province s'engage à tenir une comptabilité suffisante de toutes les dépenses faites au sujet desquelles elle demande la contribution du Dominion, en vertu de cette convention, et cette comptabilité sera distincte de la comptabilité réglementaire de la province, tout en étant conciliable avec celle-ci; elle s'engage à communiquer les renseignements, pièces d'archives, documents et dossiers qui auront trait directement ou indirectement aux susdites dépenses, ou bien à l'application de ladite convention, et que des fonctionnaires du Dominion pourront juger nécessaires aux vérifications et examens complets de comptes ayant rapport à ces dépenses.

17. La province s'engage, en ce qui concerne chaque

état de dépenses municipales produit en vertu de cette convention, relativement à la contribution du Dominion, à voir à ce que la municipalité faisant la dépense ait tenu en cette matière une comptabilité suffisante, distincte de la comptabilité règlementaire de la municipalité mais conciliable avec celle-ci; elle garantit de plus que la municipalité, si le Dominion le demande, communiquera les renseignements, pièces d'archives, et documents de nature à permettre une vérification et un examen complets des comptes relatifs à la dépense.

18. Il est entendu que lorsqu'ils seront produits pour une contribution du Dominion, suivant cette convention, les relevés de comptes des dépenses faites par la province seront accompagnés du certificat de l'Auditeur provincial et faits sur les formules que le commissaire fédéral du chômage pourra indiquer de temps à autre.

19. Il est entendu et convenu que le Dominion ne sera tenu de verser une contribution dans nul cas où la réclamation de contribution pour dépenses, faite par la province en vertu de cette convention, ne lui aura pas été communiquée dans les cent vingt jours suivant le dernier jour du mois au cours duquel aura été effectuée la dépense mentionnée dans la réclamation; toutefois, dans tout cas où il est impossible de faire parvenir une réclamation dans 120 jours, le commissaire fédéral de l'aide aux chômeurs peut, si le représentant du contrôleur du Trésor le lui recommande, accorder un délai.

20. Il est entendu que le commissaire fédéral de l'aide aux chômeurs peut en tout temps faire faire un examen de toute distribution de secours objet de contribution en vertu de cette convention, et que la province facilitera le plus possible toute enquête de cette nature.

21. Il est entendu que la province fournira tous les rapports, statistiques ou autres, relatifs aux matières de cette convention, qui pourront lui être demandés de temps à autre.

22. Cette convention sera rétroactive: elle comptera à dater du 1er avril 1940 inclusivement; elle expirera le 31 mars 1941.

EN FOI DE QUOI l'honorable Norman A. McLarty, ministre du Travail, a apposé à cette convention sa signature au nom du Dominion du Canada, et l'honorable T.-D. Bouchard, ministre de la Voirie et des Travaux publics, président du Bureau de reconstruction économique, y a apposé sa signature au nom de la province de Québec.

*Signé au nom du
Dominion du Canada
par l'honorable Norman
A. McLarty, ministre du
Travail*

(signé) N. A. McLarty

en présence de

(signé) Harry HEREFORD

*Signé au nom de la
province de Québec par
l'honorable T.-D. Bouchard,
ministre de la Voirie et des
Travaux publics, président
du Bureau de reconstruction
économique*

(signé) T.-D. Bouchard

en présence de

(signé) Harry HEREFORD

**LA LOI DE 1940 D'AIDE AUX CHOMEURS ET
A L'AGRICULTURE**

CONVENTION DE SECOURS DIRECT (*Aide Matérielle*)

ANNEXE "X"

(mentionnée au paragraphe 4 de la convention)

1939-40 Numéro de section d'annexe	Emplacement et nature des projets	Estimation du total des frais de tra- vail directs qu'exigera l'achèvement	Maximum de la contri- bution du Dominion relative à ces frais
1.	CITE DE HULL Construction d'un centre municipal		
2.	CITE DE VERDUN (1) Achèvement de l'auditorium municipal du parc La France, 4110, La Salle. (2) Travaux à la piscine en plein air et à l'immeuble angle du boul. La Salle et et de l'avenue Bannantyne. (3) Reconstruction d'un égout rue Ross (4) Reconstruction d'un égout rue Lanouet- te, depuis l'avenue de l'Eglise jusqu'à l'avenue Hickson. (5) Reconstruction d'un égout rue Evelyn, depuis l'avenue de l'Eglise jusqu'au boul. La Salle. (6) Déneigement supplémentaire de rues et de ruelles.		
3.	CITE DE VALLEYFIELD (1) Travaux de construction aux approches nord et sud du pont Jacques-Cartier. (2) Construction d'un égout et d'une con- duite principale d'eau, boul. du Havre, depuis la propriété Delucas jusqu'à la propriété Séguin, environ 500 pieds.		

1939-40 Numéro de section d'annexe	Emplacement et nature des projets	Estimation du total des frais de tra- vail directs qu'exigera l'achèvement	Maximum de la contri- bution du Dominion relative à ces frais
	(4) Construction d'un égout et d'une conduite d'eau rue Champlain, entre les rues Larocque et St-François, 250 pieds.		
	(5) Construction d'un égout près de la propriété J.-L. Perron, longueur de 1200 pieds.		
	(6) Reconstruction d'égouts rues Lasnier, Cossette, St-Théodore et Alfred, 1200 pieds; y compris les frais de travail directs formant une partie du coût des tuyaux d'égout en béton employés aux articles 2, 4, 5 et 6 ci-dessus mentionnés.		
	(7) Construction d'un remblai de protection au boul. du Havre.		
	(9) Ouverture de la rue du Canal, depuis la rue St-Hippolyte jusqu'à la rue St-Zénon.		
4.	CITE DE ST-JEAN		
	(2) Egouts rue St-Georges, depuis la rue Mackenzie-King à la rue Dollard, environ 1200 pieds.		
	(3) Construction de canalisation d'eau rue St-Georges, depuis la rue Meckenzie-King jusqu'à la rue Dollard, environ 1200 pieds.		
	(6) Déblayage et entretien de rues pour faciliter l'exécution des susdits travaux.		
5.	CITE DE LACHINE		
	(2) Construction d'une nouvelle prise d'eau pour l'usine de filtration; 547 pieds de longueur, 36 pouces de diamètre.		
	(3) Reconstruction d'une usine de pompage d'égout pour la division ouest de la centrale de la 48 avenue.		
	(6) Remplissage au mur de soutènement au lot no 805 et aux écluses de Lachine.		
	(7) Déneigement supplémentaire de rues de la ville.		
6.	VILLE DE ROBERVAL		
39-6-A	Au parc St-Jean-de-Bréboeuf: remplissage et nivellement sur une longueur de 318'; empierrement, surfacage et construction de clôture.		

1939-40 Numéro de section d'annexe	Emplacement et nature des projets	Estimation du total des frais de tra- vail directs qu'exigera l'achèvement	Maximum de la contri- bution du Dominion relative à ces frais
39-6-C	Achèvement d'un brise-lames et d'un mur de soutènement, remplissage et nivellement du terrain.		
39-6-D	Travaux de carrière (pierre à employer aux sous-projets A & C)		
7.	CITE DE SHERBROOKE		
	(1) Mur de soutènement sur la rive nord de la rivière Magog, à la Colonie de vacances.		
	(2) Mur de soutènement au parc Jacques-Cartier, à la limite ouest de la ville.		
	(3) Egout principal rue McIntosh.		
	(4) Ouverture et nivellement de la rue Portland.		
	(5) Ouverture et nivellement de la rue Bienville.		
	(7) Egout rue McManamy et raccord d'égout, 450' de longueur rue Fabre.		
	(8) Nivellement et murs au parc Jacques-Cartier.		
8.	MUNICIPALITE DE CHARLEMAGNE		
	Construction d'un égout rue St-Hilaire environ 820 pieds, 15"; environ 400 pieds rue Notre-Dame. Y compris les frais de travail directs formant une partie du coût du tuyau de béton employé aux travaux décrits.		
9.	CITE DE QUEBEC		
	Construction d'égout rue Champfleury et (depuis la Canardière jusqu'au St-Laurent) à la 22e rue.		
TOTAUX		\$320,776.70	\$160,388.35

La réalisation des projets décrits ci-dessus devra s'effectuer conformément aux conditions et stipulations suivantes:

1. La province affectera aux dépenses ci-dessus mentionnées un montant de contributions au moins égal à celui qu'y affectera le Dominion.

2. Aux fins de cette annexe et de cette convention, les "frais de travail directs" ne comprendront que les salaires gagnés par la main-d'oeuvre embauchée conformément à la clause 3 de cette annexe, et seront calculés sur les bordereaux de paie certifiés par les autorités municipales et (ou) provinciales et par le représentant du Dominion. Les salaires gagnés par les contre-mâîtres et les pointeurs embauchés suivant la clause 3 de cette annexe et employés uniquement à un projet se rapportant à la convention seront considérés comme des "frais de travail directs", mais nuls autres frais de surveillance ne seront considérés comme frais de la susdite catégorie. Les "frais de travail directs" comprendront les salaires gagnés par les charretiers et les conducteurs de camions, mais ne comprendront ni le louage des attelages ou des camions, ni le coût de la nourriture des attelages, du combustible et de l'huile des camions, ni les frais comme ceux de la papeterie, de la publicité, de l'assurance contre les accidents de travail.

3. Sauf le personnel de surveillance dont les salaires sont exclus en vertu de la clause 2 ci-dessus mentionnée, seules les personnes sans travail et nécessiteuses seront employées à l'exécution de projets de travaux autorisés en vertu de cette convention, et ces personnes devront, avant de participer à ces travaux, satisfaire à l'obligation suivante: avoir fait certifier qu'elles sont sans-travail et nécessiteuses par un comité composé d'un représentant de la province, d'un représentant du Dominion et du fonctionnaire municipal chargé de l'administration du secours, ou de toute autre personne ayant reçu de la province, avec l'assentiment du Dominion, l'autorisation d'agir au nom de la municipalité; toutefois, en ce qui concerne les municipalités de moins de 5,000 habitants, il sera possible de remplacer ledit comité conformément à une approbation écrite conjointe de la province et du Dominion.

4. Les taux de salaires et les heures de travail de toutes les personnes employées à l'exécution des projets de travaux autorisés en vertu de cette convention devront être conformes à ce qui suit: Il est du devoir de la province de veiller à ce que toutes les personnes à l'emploi d'une municipalité, d'un entrepreneur, d'un sous-entrepreneur ou de toute autre personne exécutant ou entreprenant d'exécuter la totalité ou une partie de ces

projets de travaux, reçoivent de justes salaires tant que se poursuit le travail; et comme lesdits projets de travaux sont d'une catégorie et d'un caractère tels que le Gouverneur en conseil peut, suivant les pouvoirs conférés en vertu de la section 5 de la loi de 1935 pour les salaires et les heures de travail équitables, les classer comme "cas spécial", il est entendu qu'en général la journée de travail maximum que fournira un employé participant à n'importe lequel de ces projets sera limitée à huit (8) heures; toutefois dans les cas où la province le jugera bon, il sera possible de dépasser ce maximum, pourvu qu'on s'en tienne à cette limite: jamais un employé ne travaillera plus de quarante-huit heures par semaine en moyenne pendant une période de trois semaines consécutives du calendrier. La province promet qu'il y aura enregistrement complet des heures que chaque employé participant à ces projets travaillera chaque jour et chaque semaine et que les registres seront accessibles aux inspecteurs et vérificateurs du Dominion.

5. Une partie du salaire à verser à quiconque est employé à des projets de travaux exécutés conformément à cette convention pourra, au gré de la province ou de la municipalité en cause, n'être payable que par versements échelonnés.

LA LOI DE 1940 D'AIDE AUX CHOMEURS ET
A L'AGRICULTURE

DOMINION-QUEBEC

CONVENTION DE SECOURS DIRECT (*Aide Matérielle*)

ANNEXE "A"

Aux fins du paragraphe 9 de la convention ci-jointe, les personnes (autres que les cultivateurs et les personnes qui sont à leur charge) recevant du secours direct (aide matérielle), ou les personnes en faveur desquelles cette aide est payée ou fournie (qu'elles soient à la tête d'une famille ou à la charge de chefs de famille, ou des individus sans soutien et n'ayant personne à leur charge) seront classées chacune selon son aptitude au travail, pourvu qu'elles aient atteint l'âge de 16 ans et NE soient PAS comprises dans une des catégories suivantes:

- (I) femmes de chefs de famille recevant de l'aide;
- (II) enfants de familles recevant de l'aide, lorsque ces enfants fréquentent encore l'école assidûment durant l'année scolaire;
- (III) les personnes âgées qui sont à la charge de chefs de famille recevant de l'aide: père, mère, tante, oncle, beau-père, belle-mère, et autres;
- (IV) les enfants incurablement difformes ou infirmes de familles recevant de l'aide.

Toutes les personnes de 16 ans ou plus non comprises dans les susdites classes exclues seront classées dans une des trois catégories d'aptitude au travail, c'est-à-dire celles des INAPTES, des PARTIELLEMENT APTES et des PLEINEMENT APTES.

Aux susdites fins, les trois catégories d'aptitude au travail se définissent ainsi :

LES PERSONNES INAPTES sont celles qui se trouvent plus ou moins définitivement empêchées de chercher ou d'accepter un travail rémunéré à cause :

- (1) de défauts physiques ou de maladies mentales (y compris les infirmités du vieil âge ; ici âge signifie 70 ans ou plus), d'alcoolisme, de toxicomanie ; mais il faut exclure les incapacités temporaires, par exemple une maladie passagère ou une convalescence consécutive à une opération chirurgicale ;
- (2) dans le cas de femmes, sont inaptes celles qui doivent employer tout leur temps à s'occuper chez elles de personnes à leur charge, lorsqu'elles sont à la tête d'une famille recevant de l'aide, à savoir les veuves, les femmes séparées de leur mari et les mères non mariées ;

LES PERSONNES PARTIELLEMENT APTEES sont celles que rien n'empêche tout à fait de chercher ou d'accepter un travail rémunéré mais chez qui l'aptitude au travail ou la libre disposition du temps est restreinte par l'une des causes d'inaptitude indiquées dans la susdite définition des inaptes ;

LES PERSONNES PLEINEMENT APTEES sont celles à qui on peut confier immédiatement du travail et qui tant physiquement que mentalement sont capables d'accepter une occupation rétribuée.
